



CRISE HUMANITAIRE EN RDC

Les donateurs s'investissent pour 528 millions de dollars

Nonobstant l'absence des officiels congolais à la conférence des donateurs internationaux tenue le 13 avril à Genève, vingt-deux États membres et organisations que compte l'ONU ont annoncé des financements pour soutenir l'aide humanitaire en RDC en 2018 avec, en prime, une bagatelle de 528 millions de dollars. Co-présidée par les Nations unies, l'Union européenne et le Royaume des Pays-Bas, cette réunion avait pour but d'apporter une réponse appropriée à la crise qui prévaut en RDC où au moins treize millions de personnes, dont un tiers de déplacés internes, ont besoin d'une assistance humanitaire d'urgence.

Page 4



Une vue de la tribune à la Conférence internationale de Genève

DISPARITION

La RDC rend hommage à André Bo-Boliko

Le Palais du peuple à Kinshasa a été le cadre choisi pour rendre les derniers hommages au sénateur André Bo-Boliko Lokonga Monse Mihomo. Décédé le 30 mars, en Belgique, sa dépouille est arrivée à Kinshasa le 12 avril pour des funérailles dignes ordonnées par le président de la République, Joseph Kabila Kabange qui, du reste, a présenté ses vives condoléances à la famille biologique du disparu et à ses pairs. André Bo-Boliko Lokonga quitte malheureusement la terre des hommes au moment où le pays entendait encore profiter de sa riche expérience politique et de ses sages conseils pour assurer sa stabilisation et sa reconstruction.

Page 3



André Bo-Boliko

AFFAIRE ELIEZER NTAMBWE

Ngoy Kasanji listé parmi les prédateurs de la liberté de la presse

L'ONG de promotion et de défense de la liberté de la presse s'est réjouie de la libération, le 11 avril, du journaliste Eliezer Ntambwe, après dix jours de détention à la prison centrale de Makala, à Kinshasa. Le producteur de l'émission «Tokomi wapi?» avait été accusé de «chantage, acharnement et diffamations» par le gouverneur du Kasai Oriental, Ngoy Kasanji, dans une affaire de dia-

mant que cette autorité politico-administrative aurait tenté d'extorquer. Répondant aux différentes supplications des tiers l'implorant à lâcher du lest dans cette affaire, le gouverneur Ngoy Kasanji a adjoint ses avocats, avec une procuration signée de sa main, de retirer la plainte déposée auprès de la justice.

Page 4

FLUX FINANCIERS VERS L'AFRIQUE

Les Africains plus « généreux » que les pays riches de l'OCDE

Le rapport de l'African Institute for Remittances révèle les derniers chiffres des transferts de fonds des migrants africains au cours de 2017, une année difficile pour la région, marquée, il faut le rappeler, par le ralentissement des croissances africaines au lendemain de la chute des cours des matières premières. Les transferts de fonds

de la diaspora africaine ont représenté plus du double de l'aide publique au développement pour le continent africain. En 2017, les Africains ont envoyé environ 65 milliards de dollars américains. Les envois des migrants assistent plus de 120 millions d'Africains qui vivent sur le continent.

Page 5

ÉDITORIAL

Appui

Faut-il s'étonner que la France s'engage clairement et résolument au côté du Congo dans la recherche d'une solution pérenne aux difficultés financières que celui-ci doit surmonter dans le moment présent ? Evidemment non étant donné, d'une part, la volonté clairement affirmée des autorités de la République de mettre de l'ordre dans sa gouvernance, étant donné, d'autre part, le rôle que joue notre pays dans la prévention et la gestion des crises en Afrique, étant donné, enfin, l'importance croissante que revêt pour les grandes puissances de l'hémisphère nord cette partie du monde et tout particulièrement l'immense Bassin du Congo où se déroule la bataille décisive de la lutte contre le dérèglement climatique.

S'il est vrai que l'Etat congolais va devoir respecter strictement les termes de l'accord dont les bases seront jetées dans les prochaines heures avec la délégation du Fonds monétaire international (FMI), il l'est tout autant que l'Etat français, de son côté, doit soutenir sans réserve les pays comme le nôtre avec lesquels il entretient des liens séculaires. L'Histoire, la grande Histoire, est là pour le rappeler qui a vu nos deux pays s'entraider à maintes reprises dans des moments difficiles comme en témoignent le Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, la Basilique Sainte-Anne ou la Case de Gaulle élevés en plein cœur de notre capitale, Brazzaville.

Au-delà du Congo, ce qui se joue aujourd'hui n'est pas autre chose que le maintien de la paix dans une région du continent africain qui sera demain l'une des plus dynamiques de la planète du fait de son dynamisme humain comme de l'ampleur de ses richesses naturelles. Et c'est bien ce qu'Emmanuel Macron, assisté par des personnalités comme Jean-Yves Le Drian et Bruno Lemaire qui connaissent parfaitement les pièces de ce dossier stratégique, a compris dès son arrivée à l'Élysée. D'où l'appui officiel qu'il vient de réaffirmer par l'intermédiaire de son ministre des Finances, lors de la réunion biannuelle des quatorze ministres de la Zone franc CFA qui s'est tenue vendredi à Brazzaville.

A nous maintenant de démontrer que nous sommes capables de tenir les engagements que nous allons signer avec le FMI.

Les Dépêches de Brazzaville

HOMMAGE

Winnie Mandela honorée à Kinshasa

La mémoire de l'ex-épouse du président Nelson Mandela, décédée le 2 avril en Afrique du Sud, a été saluée par la section RDC du Réseau des femmes leaders africaines, au cours d'une grande cérémonie organisée, le 12 avril, au Show Buzz.



Winnie Mandela honorée par les femmes leaders africaines de la Rdc / photo DR

Des femmes ministres, politiques, de la société civile ainsi que la représentante de la cheffe de la Monusco, sans oublier l'ambassadeur d'Afrique du Sud en République démocratique du Congo (RDC), ont tous eu des mots justes pour honorer la mémoire de la mama Africa, Winnie Madikizela Mandela. La ministre provinciale du Genre, Thérèse Olenga, a souligné qu'au moment où le continent africain est à la recherche de modèle et de référence, voici que sous nos yeux s'est éteinte une lumière. Cette lumière, a-t-elle renchéri, a brillé de mille feux pour attiser un idéal dans le cœur des milliers de femmes et des hommes opprimés.

Thérèse Olenga a soutenu que l'histoire de Winnie Mandela doit être connue, sa vie doit être non seulement contée à la génération présente mais mieux aux générations plus jeunes et futures. « Au-delà de nos pleurs, nous te rendons hommage Winnie Madikizela, nous célébrons ton courage, ta grandeur, ta combativité et ta constance. Nous devons poursuivre ce combat afin de gratifier tes idéaux, tête haute, poing fermé et bras levé », a déclaré la ministre provinciale du Genre, louant les qualités de la disparue.

De son côté, la ministre du Genre, famille et enfant, Marie-Louise Mwange, a indiqué que la RDC ne pouvait pas rater cette occasion d'honorer la mémoire de Winnie Mandela, cette femme exceptionnelle qui a prouvé à l'humanité tout entière que la femme est capable de tout faire, combattre même l'apartheid

aux côtés de son mari. Pour elle, Winnie Mandela était une activiste qui a sacrifié sa vie pour mener le bon combat depuis l'âge de 26 ans. « Sa vie est une leçon pour nous tous », a-t-elle fait savoir.

L'ambassadeur sud-africain en RDC a salué l'initiative des femmes leaders, témoignant que Winnie Mandela était une femme invincible, une militante du genre et de la politique. Femme de foi, elle a été une star qui apporte de l'espoir, a-t-il laissé entendre. Aperçu biographique de l'illustre disparue Lisant la biographie de Winnie Madikizela Mandela, Marie-Madeleine Kalala, de la société civile, a relevé que le second nom de Winnie est significatif. Il veut dire combattante dans sa langue maternelle. « Ce qui explique le combat et le militantisme de cette femme depuis son jeune âge », a-t-elle argumenté. Selon elle, Mama Africa a eu un parcours élogieux même après la mort de sa mère, alors qu'elle n'avait que 8 ans. Elle a occupé plusieurs postes importants dans son pays, entre autres présidente de la ligue de femmes noires et de la ligue des femmes de l'ANC, le parti au pouvoir en Afrique du Sud. En dépit des épreuves qu'elle a connues, Marie-Madeleine Kalala a dit que Winnie Madikizela était déterminée et engagée dans la lutte pour la libération de son peuple. Aujourd'hui le nom de cette femme qui a marqué son temps est inscrit dans le panthéon des immortels. « Mama Africa, tu es et tu resteras une source d'inspiration pour nous », a-t-elle conclu.

Blandine Lusimana

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaires des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Durly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé / Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngonzo

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepeschesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DISPARITION

La RDC rend hommage à André Bo-Boliko Lokonga

Le Palais du peuple de Kinshasa a été le cadre choisi pour témoigner la reconnaissance de la nation tout entière au sénateur décédé le 30 mars dernier à Bruxelles, en Belgique, à l'âge de 83 ans.

La dépouille du patriarche politique est arrivée à Kinshasa, le 12 avril. Le président de la République, Joseph Kabila Kabange, a ordonné des funérailles dignes du rang de l'illustre disparu dont le parcours politique force le respect. C'est à juste titre que diverses personnalités nationales ont haussé de leur présence la cérémonie d'adieu organisée au Palais du peuple. Le Premier ministre, Bruno Tshibala, les présidents des deux chambres du parlement, Léon Kengo wa Dondo, pour le Sénat; et Aubin Minaku, pour l'Assemblée nationale; le directeur de cabinet adjoint du président de la République, Jean-Pierre Kambila; des sénateurs; des députés nationaux; des membres du gouvernement; des chefs d'entreprises publiques, etc., tous ont été là.

Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Léonard She Okitundu, a lu l'oraison funèbre du gouvernement. « Toute la classe politique congolaise est en deuil, elle vient de perdre un acteur exceptionnel de l'histoire politique de la RDC », a-t-il dit. Il a relevé que Bo-Boliko Lokonga a fait montre de sagesse et d'expérience politique remarquable, ayant été un serviteur exemplaire, repère digne et respectable pour les générations futures. L'illustre disparu, a-t-il ajouté, personnifiait la grandeur dans la simplicité, un homme politique simple et non conflictuel qui laisse le souvenir d'une personne vertueuse et intègre, un serviteur infatigable de la République. Bref, un exemple

à suivre.

Les hommages de Minaku et Kengo...

Pour sa part, le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, a débuté son adresse par le passage du livre de l'Écclésiaste dans la Bible qui dit qu'il y a un temps pour rire et un temps pour pleurer. « Pour nous, le temps de pleurer a sonné, le ciel sur nos têtes s'est assombri car un monument, un baobab de l'histoire de notre pays est tombé par la force du destin (...) Le son lugubre et impitoyable de la trompette de l'ange de la mort a, dans un langage obscur, annoncé le nom de l'honorable sénateur André Bo-Boliko Lokonga Monse Mihomo ! Quelle grande perte pour cette nation, surtout pour la classe politique, les masses ouvrières et le monde syndical, les témoignages d'anciens fonctionnaires survivants de l'Assemblée nationale, l'ayant connu comme président de la chambre législative sont plus qu'éloquents à son sujet », a indiqué le président de la chambre basse du Parlement. Et de laisser entendre : « J'ai appris qu'il fut un speaker hors pair, doté, de par la nature, d'un sens très aigu de l'État, d'un calme imperturbable, quelles que soient les tensions et les divergences éclatées au cours des débats parlementaires. Par son aura, il jouissait de la part de tous, honneur, considération et respect ».

Aubin Minaku a, par ailleurs, fait mention de l'ouvrage « Lexique des assemblées politiques délibérantes », édité en 2015, rédigé avec son collègue François Bokona Mwipa et dédié à André Bo-Boliko. « Nous avons décidé de le lui dédier, nous lui avons



André Bo-Boliko Lokonga Monse Mihomo a tiré sa révérence à 83 ans annoncé cette intention au cours d'une rencontre à sa résidence et c'était la dernière fois que je l'ai rencontré. Il nous avait remercié et s'était dit très honoré... », a-t-il confié.

Son président et collègue au Sénat, Léon Kengo wa Dondo, a été un plus bref, certainement très ému. Il a rappelé que quatre ans auparavant, André Bo-Boliko avait perdu son fils, sa belle-fille et ses deux petits-fils dans des conditions dramatiques. Cette tragédie l'avait anéanti. Et il ne s'en est pas remis jusqu'à ses derniers instants sur terre. Léon Kengo a succinctement brossé la biographie politique de cette personnalité en ces termes : « C'est une illustre personnalité nationale que la mort vient de nous arracher. Déjà à l'aube du Congo indépendant, la présence d'André Bo-Boliko se fait distinguer dans la lutte pour le mieux-être de la classe laborieuse. Syndicaliste de carrière et de renom, il finit par élever son combat social au niveau politique. Il entre au Sénat en 1965 pour assurer la défense du souverain primaire. En 1970, il se retrouve à l'Assemblée nationale alors Conseil législatif, son savoir-faire le porte la présidence du Parlement qu'il conduira de 1970 à 1979. Toujours remarquable dans sa carrière politique, il est nom-

mé premier commissaire d'État (Premier ministre selon l'actuelle appellation) en 1979. En 1994, il fait son retour au Parlement comme conseil de la République. De 2003 à 2006, il est député de la transition ».

Le président du Sénat a, en outre, évoqué le passage d'André Bo-Boliko dans cette chambre, où il a été actif jusqu'à la fin de sa vie. « En 2007, il est réélu sénateur. Ses interventions dans l'hémicycle se faisaient toujours à bon escient pour faire entendre la voix de la sagesse. La défense des faibles a été le dénominateur commun de sa vie. Aujourd'hui, il a traversé la gloire du monde, il a accompli tout ce qu'il devait donner à la nation, il s'en est allé, comblé du travail bien fait... », a-t-il témoigné.

Après ces différentes interventions, André Bo-Boliko a été élevé au rang de dignitaire de la République par la Chancellerie nationale. Ensuite, diverses autorités et personnalités du pays ont déposé des gerbes de fleurs, à commencer par le Premier ministre, Bruno Tshibala. La dépouille d'André Bo-Boliko a été amenée à la cathédrale Notre-Dame pour une messe de requiem, lui qui avait été un fervent catholique. Elle a été ensuite conduite en sa dernière demeure au cimetière Benseke-Futi à Kinshasa.

Qui était Bo-Boliko ?

Né le 15 août 1934 à Lobamiti, dans le territoire de Kutu (l'actuelle province de Mai-Ndombe), André Bo-Boliko fait ses études primaires à la Mission catholique à Kutu, dans l'ex-province de Bandundu, et à Saint-Anne de Kinshasa. Il obtient le diplôme de l'École moyenne à Saint-Raphaël, toujours à Kinshasa, avant d'aller poursuivre ses études en Belgique où il décrochera, en 1958, son diplôme d'assistant social de

niveau 1. Alors qu'il est en terre belge, il participe à la table ronde de 1960 à Bruxelles. C'est l'un des pères de l'indépendance qui vient tirer sa révérence. De retour à Kinshasa, il fait partie de la commission constitutionnelle mise en place pour l'élaboration de la loi fondamentale à Lualaba (actuelle Kananga).

De 1960 à 1961, il est commissaire général au Travail et à la prévoyance sociale au sein du gouvernement des commissaires généraux. André Bo-Boliko est élu sénateur de la deuxième législature de la première République en 1965, président de l'Union nationale des travailleurs du Congo en 1967. Président des parlements africains en 1968, il est membre du bureau politique du Mouvement populaire de la révolution, président du conseil législatif (1970 - 1979), premier commissaire d'État (1979-1980), président du conseil exécutif (1989), président du conseil consultatif permanent pour le développement de 1989 à 1990. Il crée, en 1990, le Parti démocrate et social-chrétien, un mouvement de l'opposition, et prend part aux travaux de la Conférence nationale souveraine de 1990 à 1992. En 1994, il revient au Parlement comme conseiller de la République et est député de la transition de 2003 à 2006, avant d'être réélu sénateur en 2007.

Marié et père de huit enfants, André Bo-Boliko a forcé l'admiration, ses mérites ont traversé les frontières nationales, ayant été décoré au Congo Brazzaville (où il avait des proches et dont une importante délégation dépêchée par le président Denis Sassou N'Guesso a assisté aux obsèques), au Cameroun, au Togo, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Mauritanie, en Tunisie et en Roumanie.

Martin Engimo

Bruno Tshibala salue la mémoire d'un défenseur majeur du bien commun

La dépouille de l'illustre disparu a été mise en terre, le 14 avril, au cimetière de Benseke Mfuti, dans la périphérie ouest de Kinshasa et ce, après des funérailles officielles organisées au Palais du peuple et la célébration d'une messe de suffrage dite en la cathédrale Notre-Dame de Lingwala.

Représentant personnel du président de la République aux funérailles officielles de feu Bo-Boliko Lokonga, le Premier ministre, Bruno Tshibala a, dans son oraison funèbre prononcée devant un parterre d'officiels, rendu hommage à un acteur politique exceptionnel. Lu par le vice-Premier ministre chargé des Affaires étrangères, Léonard She Okitundu, le mot du chef du gouvernement est venu conforter bien des esprits par rapport aux divers témoignages

rendus sur ce digne fils du pays dont la disparition constitue une grande perte pour la classe politique congolaise. Tous, pour ainsi dire, ont mis une emphase particulière sur les qualités tant humaines que professionnelles du grand homme d'État que fut André Bo-Boliko. Il a servi le pays avec loyauté et son expérience politique remarquable devrait servir les générations présentes et futures, a indiqué Bruno Tshibala, avant d'égrener en quelques lignes son témoignage posthume devant une assistance visiblement affectée et éplorée.

Remontant un passé à la fois lointain et proche, le Premier ministre a évoqué les souvenirs d'un entretien qu'il eut en 1992 avec le patriarche André Bo-Boliko, à l'époque de la Conférence

nationale souveraine, alors qu'il était membre de la commission des biens mal acquis et président de la commission des biens « zairianisés » ou nationalisés. Et d'avouer que dans le contexte de l'époque, il se sentait comme dans la peau d'un procureur de la République investi de pleins pouvoirs pour traquer les malfaiteurs économiques. « J'ai reçu l'honorable Bo-Boliko à la sous-commission pour lui poser des questions en rapport avec les biens qu'il avait acquis dans le cadre de la zairianisation au milieu des années 1970. Je voulais également savoir s'il avait payé la totalité du prix des biens reçus », a révélé Bruno Tshibala.

La réponse teintée de sagesse du vieux Bo-Boliko désarçonna le jeune procureur zélé que fut

Bruno Tshibala qui, au passage, n'a pas manqué de saluer la grandeur d'esprit de celui dont il voudrait se servir comme modèle. « Je suis un chrétien catholique, croyant et pratiquant. Je reconnais avoir reçu des biens zairianisés. Je n'avais rien demandé moi-même. C'est le régime MPR parti État qui me les avait attribués d'office. Je ne pouvais pas refuser. Sinon, on allait me malmener et me punir comme un antirévolutionnaire. Il est vrai que je n'ai pas payé la totalité du prix des biens nationalisés que j'avais acquis à l'époque. Je m'engage ici à apurer le solde qui reste à payer ». Tels ont été les propos tenus par André Bo-Boliko à son jeune frère venu s'enquérir de la situation des biens qu'il avait acquis à la

suite de la zairianisation.

Joignant l'acte à la parole, il s'engagea à payer la totalité du solde des biens reçus comme acquéreur et c'était chose faite quelques mois plus tard, a indiqué Bruno Tshibala. Toute la grandeur et la splendeur du patriarche apparaissent dans ce témoignage émouvant qui met en relief le côté vertueux, honnête et intègre de l'homme qui, à n'en point douter, passe pour un repère digne et respectable de l'histoire politique récente du pays. André Bo-Boliko Lokonga quitte malheureusement la terre des hommes au moment où le pays entendait encore profiter de sa riche expérience politique et de ses sages conseils pour assurer sa stabilisation et sa reconstruction.

Alain Diasso

VIE DES PARTIS

Le secrétaire général du Mouvement pour le renouveau jette l'éponge

Me Lucien Ingole Isekemanga a claqué la porte à la formation politique que dirige Clément Kanku Bukasa, à travers une lettre de démission datée du 9 avril.

« Je vous remercie de m'avoir nommé au poste de secrétaire général du Mouvement pour le renouveau, parti politique dont vous êtes initiateur, et ce, pendant les moments difficiles de son existence, notamment votre entrée au gouvernement Badi-banga, la constitution de votre cabinet et l'affaire Kamwina Nsapu, ces événements ont eu un impact négatif dans la vie et le fonctionnement du parti, l'assertion confirmée par les conclusions du Conclave organisé sur votre initiative vers la fin de décembre 2017 », a écrit Me Lucien Ingole Isekemanga, dans la correspondance qu'il a adressée à

Clément Kanku Bukasa.

Cette démission du secrétaire général intervient presque quatre mois après le congrès du parti dont les résultats et résolutions ont été accablants pour la hiérarchie, n'épargnant même pas le président Clément Kanku Bukasa des critiques sur la bonne marche et le fonctionnement de ce mouvement politique de l'opposition. Certains membres du Mouvement pour le renouveau (MR) proches de l'ex-secrétaire général ont soutenu que le président Clément Kanku s'était pratiquement mis à l'abri des tracasseries judiciaires à l'étranger suite à l'affaire Kamwina Nsapu, dans lequel son nom a été cité, et c'est Lucien Ingole Isekemanga, en tant que secrétaire général, qui a affronté le ministre de la Justice et le procureur général de la République. Un point de vue soutenu par Me



Lucien Ingole Isekemanga dans sa lettre de démission. « Cependant, malgré mes efforts soutenus par quelques cadres du parti restés fidèles sans moyens, je me suis battu pour maintenir la flamme du parti au risque de ma vie. En lieu et place de recevoir des encouragements de votre part, au

contraire, je suis accusé de ne pas prendre des risques pour la bonne marche du parti, ce qui crée une méfiance voire même un manque de confiance entre vous et moi, alors que l'opinion qui observe les activités du parti depuis votre absence du pays m'encourage et me félicite. C'est injuste », a regretté l'ancien secrétaire général du MR. « C'est pourquoi, devant ma conscience, mon honneur et ma dignité, je décide ce jour de déposer ma démission de mes fonctions de secrétaire général du Mouvement pour le Renouveau, pour vous permettre de désigner mon successeur à qui je souhaite bonne chance », a-t-il expliqué au président du parti.

Serein, Me Lucien Ingole Isekemanga a, dans un entretien exclusif avec «Le Courrier de Kinshasa», conseillé au président

Clément Kanku de donner des moyens à son successeur pour lui permettre de bien faire son travail, le parti n'ayant pas d'autres ressources que lui. «Le secrétaire général étant son proche collaborateur, qu'il lui fasse confiance et lui transmette directement des instructions, passer par d'autres cadres ou membres du parti n'est pas bon pour le fonctionnement harmonieux du parti », a-t-il indiqué.

Lucien Ingole Isekemanga quitte le MR mais demeure actif dans la vie politique du pays. « Je continue à faire la politique avec mon ONG Regroupement des techniciens en construction de l'Equateur et mon Asbl Les Amis de Me Lucien Ingole Isekemanga basée à Basankusu et Mbandaka, dans l'ex-provinciale de l'Equateur », a-t-il conclu.

Martin Engimo

AFFAIRE ELIEZER NTAMBWE

Ngoy Kasanji listé parmi les prédateurs de la liberté de la presse

L'association Freedom for journalit (FFJ), qui a dit prendre acte de la libération du journaliste, producteur et présentateur de l'émission «Tokomi Wapi?», place le gouverneur du Kasai Oriental au même titre que certains mandataires réfractaires à la critique de leur gestion.

LONG de promotion et de défense de la liberté de la presse s'est réjoui de la libération, le 11 avril, du journaliste Eliezer Ntambwe, après dix jours de détention à la prison centrale de Makala, à Kinshasa. Le producteur de l'émission «Tokomi wapi?», rappelons-le, avait été accusé de « chantage, acharnement et diffamations » par le gouverneur du Kasai Oriental, Ngoy Kasanji, dans une affaire de diamant que cette autorité politico-administrative aurait tenté d'extorquer. Le plaignant avait fait savoir, dans une « mise au point » dont copie était parvenue à FFJ, qu'en date du 5 mars dernier, le journaliste avait invité, dans son bureau, deux de ses collaborateurs afin de les mettre au courant d'une émission pour laquelle le journaliste aurait obtenu un financement extérieur pour le tournage en lien avec le diamant querellé. L'animateur a été interpellé dans la matinée du 2 avril dans son bureau, au centre-ville de la capitale, par des agents dont certains étaient en tenue de la police et d'autres en tenue civile. Ils l'avaient escorté à pied avant de l'embarquer dans une jeep de

couleur blanche stationnée à quelques mètres de son bureau. Conduit à la suite d'un mandat d'amener au Parquet près le tribunal de grande instance de Gombe, le producteur et présentateur du magazine diffusé sur plusieurs chaînes privées était détenu depuis ce même jour dans la soirée, au Parquet général de Kinshasa, sous mandat d'arrêt provisoire. « La procédure en chambre du conseil n'était pas encore terminée qu'il a été transféré à la prison centrale, alors que le mandat d'arrêt provisoire couvre cinq jours de procédure », a regretté FFJ, dans un communiqué du 12 avril. L'association a également déploré que la demande de liberté provisoire formulée par ses avocats ait été rejetée. La procédure initiée à l'encontre d'Eliezer Ntambwe avait aussi été suspendue ou arrêtée, parce que le plaignant avait retiré sa plainte. Dans une lettre qui a circulé sur le net, il a argué que plusieurs personnalités l'ont conseillé d'agir dans ce sens. Répondant donc positivement à ces différentes, le gouverneur Ngoy Kasanji a adjoint ses avocats, avec une procuration signée de sa main, de retirer la plainte déposée auprès de la justice. En sortant de la prison, Eliezer Ntambwe a été porté en triomphe. « Un autre leader est en train d'être formé », s'est écrié un observateur.

Lucien Dianzenza

CRISE HUMANITAIRE EN RDC

Les donateurs internationaux s'investissent pour 528 millions de dollars

L'ONU travaille déjà en étroite collaboration avec le gouvernement congolais et des discussions sont en cours quant à l'organisation d'un processus de suivi de la conférence et de ses résolutions pour répondre efficacement aux défis humanitaires auxquels le pays est confronté.

La conférence des donateurs internationaux censés venir à la rescousse des Congolais en proie à une grave crise humanitaire a bien eu lieu, le 13 avril, à Genève. Cinquante-quatre pays ainsi que de nombreuses organisations régionales, agences de l'ONU et non gouvernementales ont répondu présent à ce grand rendez-vous. Un seul couac cependant, l'absence de la RDC, la principale concernée dont les autorités ont boycotté la rencontre, estimant que le niveau d'urgence humanitaire tel que présenté par la communauté internationale n'est pas fondé sur les faits réels.

Nonobstant l'absence des officiels congolais à ce forum, les participants ont néanmoins discuté sur ce qui pourrait être bon pour les déplacés et autres Congolais en situation de détresse en matière d'assistance. Co-présidée par les Nations unies, l'Union européenne et le Royaume des Pays-Bas, cette réunion avait pour motivation principale d'apporter une réponse appropriée à la crise qui prévaut en RDC où au moins treize millions de personnes, dont un tiers de déplacés internes, ont besoin d'une assistance humanitaire d'urgence.

Après débats et délibérations, seuls vingt-deux États membres et organisations que compte l'ONU ont annoncé des financements pour soutenir l'aide humanitaire en RDC courant cette année. Dès l'entame de ce processus, ces bailleurs de fonds se sont engagés à disponibiliser 528 millions de dollars pour soutenir l'acheminement de l'aide humanitaire en RDC. C'est pratiquement le tiers de 1,6 milliard de dollars qu'espéraient récolter les organisateurs pour fournir une aide vitale et une assistance en protection à 10,5 millions de personnes dans le pays cette année.



La tribune à la conférence de Genève

De son côté, l'Union européenne, par l'entremise de son commissaire chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, Christos Stylianides, a réitéré son soutien en réponse à l'aggravation de la situation humanitaire dans la région, au moyen de contributions à hauteur de soixante-dix-sept millions d'euros à titre d'aide d'urgence et au développement pour la crise en RDC. Cependant, pour ne pas marginaliser le gouvernement congolais dans ce processus d'assistance humanitaire en faveur des sinistrés congolais, une formule a été trouvée, celle consistant à l'impliquer comme chef de file de la réponse aux crises. Un rôle-clé que l'ONU voudrait voir la RDC jouer en étant au centre de l'enjeu lié à la matérialisation de cette assistance.

En effet, un soutien au plan de réponse humanitaire s'avère nécessaire pour assurer une réponse priorisée, coordonnée et fondée sur les principes humanitaires. C'est à ce niveau que l'apport du gouvernement congolais est attendu. À ce sujet, il est indiqué que l'ONU travaille en étroite collaboration avec le gouvernement congolais et des discussions sont en cours quant à l'organisation d'un événement de suivi de la conférence qui s'est déroulée en Suisse. Le lieu et la date seront déterminés par le gouvernement congolais qui a promis, pour sa part, de disponibiliser près de cent millions de dollars pour répondre aux besoins humanitaires des Congolais. Dossier à suivre.

Alain Diasso

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

L'Afrique noire appelée à observer la nature

À regarder la manière dont les Africains recopient les découvertes des autres, on a l'impression que la nature n'enseigne plus les Noirs. Et pourtant, l'Afrique du temps de l'Égypte pharaonique avait développé les sciences au travers de l'observation de la nature. C'est l'avis de Delphin Bateko Moyikoli, chercheur, chroniqueur radio et archiviste de formation et de métier.

«*Le monde bouge. Sauf l'Afrique, faute de recherches scientifiques adéquates. Car l'Afrique actuelle n'observe pas la nature pour être enseignée, comme le recommande la Bible : « La nature, elle-même, ne vous enseigne-t-elle pas ? » (1 Corinthiens 11 : 14). D'autres continents qui ont compris l'importance de ce verset biblique connaissent des avancées significatives*», fait remarquer Delphin Bateko Moyikoli. L'Afrique du temps de l'Égypte pharaonique avait développé, soutient-il, les sciences par l'observation de la nature mais en disparaissant, elle a emporté cette recherche. Il rappelle que les sciences et certains mystiques (connaissances) dans l'Égypte ancienne étaient dans l'état primitif. Mais ils se sont développés après leur mutation vers d'autres coins du monde. Actuellement, ces mêmes connaissances compliquent l'Afrique. Delphin Bateko Moyikoli relève que les pays africains ont des atouts et des potentialités pour s'émanciper et développer les sciences, mais accusent un déficit d'organisation interne et de recherche scientifique. Une situation qui, selon lui, fait suite à l'ampleur de la corruption et de l'ignorance observées dans le chef même des décideurs africains. Après le déclin de l'Égypte pharaonique qui fut longtemps le centre de rayonnement mondial, la décadence s'est installée au point de réduire toute la race noire au rang des dépendants et applaudisseurs, affirme-t-il.

S'agissant de la recherche scientifique, beaucoup de pays africains n'ont ni vision ni ambitions de grandeur, au point de marginaliser cette recherche dans leurs budgets nationaux, indique-t-il, soutenant que les moyens financiers sont surtout affectés à la politique et non pour soutenir la recherche scientifique qui permet à une société ou une organi-

sation de se développer.

Retour au berceau de l'humanité

Le chercheur estime que l'Afrique, par le biais de l'Égypte pharaonique, avait inventé sa science et créé des produits en observant la nature. Il cite l'exemple de l'écriture ancienne (hiéroglyphe) dont la plupart des signes étaient représentés par une créature (animal, oiseau, arbre, homme...). C'est ainsi que l'Afrique est considérée comme le berceau de l'arbre généalogique et des sciences. Mais, dit-il, les Occidentaux ont falsifié l'histoire pour la mettre à leur avantage. Le monde actuel n'a donc pas inventé la roue, rappelle Delphin Bateko, mais il est dans la continuité de l'observation de la nature à laquelle l'Égypte pharaonique a procédé afin de l'adapter. «*Observez bien l'hélicoptère (la forme de libellule) ou un avion qui a la forme d'un poisson et d'un oiseau. Sans oublier la plupart des lettres de l'alphabet qui représentent les parties du corps humain. Malheureusement, les Africains ont également perdu de vue que l'Égypte pharaonique était le berceau des sciences, de l'écriture, l'arbre généalogique et arithmétique (Bâton ou Os d'Ishango). Ils parcourent d'autres continents pour chercher la science. Alors que l'Africain est né avec la science et il est la science même. Observez, à Kinshasa par exemple, des jeunes réparent des appareils téléphoniques, électroménagères et fabriquent des antennes de télévision. Dans quelle université ont-ils étudié ?*», note ce chercheur indépendant.

«*Après une période d'observation, nous avons pu schématiser quelques images de la nature et les œuvres créées par les hommes. Dans la conception de la création de notre univers, le losange (forme rhombique) pourrait être parmi les figures qui ont été utilisées par le créateur. Cette hypothèse tient dans l'observation que nous avons faite depuis une longue période sur certaines espèces d'hommes, animaux, poissons, oiseaux, insectes, ainsi que des feuilles. Schématiquement, l'intelligence de l'Homme est sous forme de losange (double triangle)*», argumente-t-il. Pour bien comprendre, avance-t-il, il faut bien observer comment s'effectue le traite-

ment de l'information. En psychologie, dans l'association des idées, pour l'identification d'un objet ou d'un stimulus, le cerveau regroupe beaucoup de données (informations). C'est seulement après le traitement qu'il précise la réponse, c'est-à-dire la question est petite, les données sont nombreuses et la réponse est petite également.

Une autre observation est celle faite de l'image de la pyramide, la seule à posséder une double image. La première trace la carte de l'Afrique dont la partie basse prend en compte l'Égypte jusqu'au Maroc. Et le pic ou le sommet de la pyramide est en Afrique du Sud (Cap de Bonne Espérance). Si cela est justifié, les Africains pourraient être le premier peuple au monde à avoir dessiné la carte de leur milieu. La seconde image est celle d'un arbre. Ici, a noté le chercheur, il faut signaler qu'en réalité, la pyramide est dans la forme de losange (rhombique). La première partie est celle qui est visible (schéma) et la seconde invisible, autrement appelée partie métaphysique de la pyramide (métaschème et schème).

Science éloignée de l'Afrique

Delphin Bateko Moyikoli constate que beaucoup d'observateurs se posent aujourd'hui la question de savoir pourquoi la science a-t-elle quitté l'Afrique ou pourquoi Dieu a-t-il quitté l'Afrique, comme le disait l'acteur Bruce Willis dans le film «*Les larmes du soleil*». La réponse, à en croire, est simple : l'Afrique avait voilé et cédé son «*métaschème*» ainsi que son «*schème*» aux Israélites (l'initiation de Moïse au secret de l'Empire sous l'autorisation de pharaon et la transmission des notions de management à Moïse par Jéthro). Le code d'hiéroglyphe, se défend-il, était parti avec des Israélites et c'est le 22 septembre 1822 qu'un autre Israélite, en la personne de Jean-François Champollion, va revenir avec ce code pour entrer dans le «*métaschème*» et le «*schème*» de l'hiéroglyphe) sans mesurer les conséquences : la destruction et le vol des archives (papyrus) de l'empire égyptien par les Romains, Britanniques... ; le non-encadrement des chercheurs africains par le pouvoir en Afrique ; la mauvaise gestion des archives et de certains documents importants ; l'inaccessibilité

à l'information en Afrique ; l'improductivité livresque des hommes de sciences dans leur domaine scientifique, la paresse intellectuelle, la désorientation de la formation, le manque de la socialisation de la science par les scientifiques, la mauvaise formation scientifique sur l'étymologie et l'épistémologie sans oublier l'insécurité et la famine qui, dans l'ensemble, sont des éléments-clés qui bloquent la recherche scientifique en Afrique. Mais aussi c'est pendant la situation difficile qu'on reconnaît le rôle des élites intellectuelles dans un pays. Car une élite intellectuelle est dans la société non pas pour se lamenter et s'étonner avec la population d'une situation donnée mais plutôt pour donner la solution à une situation.

En République démocratique du Congo, déclare le chercheur, l'élite intellectuelle donne l'impression de développer la paresse intellectuelle, car actuellement elle n'arrive même pas à actualiser, par exemple, les syllabus vendus aux étudiants. Elle est incapable de valoriser la science à partir des travaux réalisés par les étudiants. Les universitaires congolais vivent dans l'ignorance scientifique. Or, l'ignorance est un état condamnable par la nature et a des conséquences sur la vie des hommes sur la terre (Cfr. Osée 4). Il faut enseigner et initier les Africains à la science pour le développement du continent. Et si la science est bien enseignée, il y a l'innovation ou l'invention. Depuis des siècles, la formule a été simple pour l'innovation $I = ON + L + PC$ (LD5+EBD). Et pourtant, l'histoire renseigne que l'Afrique est intervenue deux fois pour sauver le monde, mais avec l'apport de l'extérieur. La première fois, c'est dans le récit biblique de Joseph en Égypte avec pharaon. Et la seconde fois, c'est la contribution de la République démocratique du Congo à la fin de la Deuxième Guerre mondiale par le truchement de son uranium. Pour sortir de cette léthargie, le peuple africain a le devoir, surtout l'obligation, de regarder sa nature pour reprendre sa place dans l'évolution de la science et à disposer de moyens pour des recherches scientifiques, conclut Delphin Bateko Moyikoli.

Martin Enyimo

FLUX FINANCIERS VERS L'AFRIQUE

Les Africains plus « généreux » que les pays riches de l'OCDE

Les transferts de fonds de la diaspora africaine ont représenté, en 2017, plus du double de l'aide publique au développement pour le continent, avec environ 65 milliards de dollars américains.

Le rapport de l'«*African Institute for Remittances*» (AIR) révèle les derniers chiffres des transferts de fonds des migrants africains en 2017, une année difficile pour la région marquée, il faut le rappeler, par le ralentissement des croissances au lendemain de la chute des cours des matières premières. Le montant envoyé par la diaspora africaine est bien au-dessus de celui consenti par les pays

riches de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) au cours de la période correspondante, c'est-à-dire l'année 2017. En effet, l'aide publique au développement s'est située autour de vingt-neuf milliards de dollars américains.

Au-delà de l'importance même de l'enveloppe, il y a aussi l'impact socio-économique non négligeable. Les envois des migrants assistent plus de cent vingt millions d'Africains qui vivent sur le continent. Ils sont trente millions de migrants africains à venir en aide à leurs compatriotes restés dans leurs pays d'origine. Ces opérations

constituent incontestablement des rentrées de fonds aujourd'hui incontournables pour les familles africaines en proie à une montée de la pauvreté.

Entre-temps, certaines voix s'élèvent pour rappeler la nécessité, voire l'urgence de faire de cette cagnotte une véritable opportunité de développement pour les pays bénéficiaires. En effet, plusieurs gouvernements de la région cherchent à mettre en place des politiques plus soutenues pour mieux canaliser cet argent. Toutefois, tout succès futur dépendra de deux facteurs majeurs. En premier lieu, les États doivent mieux s'organiser pour capter cet argent car

une part plus importante du flux passe par des mécanismes informels au lieu des canaux de transferts de fonds autorisés. Le renforcement de la capacité de collecte des données des pays africains constitue donc la priorité des priorités avant d'envisager des politiques nationales plus laborieuses dans ce domaine.

Le second facteur concerne justement un élément phare de la politique nationale. Il s'agit du coût global des transferts de fonds vers et en Afrique qui reste le plus élevé du monde. Certes, l'on est passé de 12 % en 2012 à 8,7 % en décembre 2017. C'est un motif d'encou-

agement même si, au bout du compte, cette moyenne ne se rapproche pas de l'objectif de 3 % de l'Union africaine, dans le cadre des objectifs de développement durable pour l'horizon 2030. Mais rien n'empêchera de faire des transferts de fonds des migrants africains vers leur continent d'origine une source potentielle de revenus. Dans ses projections, l'AIR envisage la possibilité d'une réduction à 7 % des coûts de ces transferts dès l'année 2019. Le débat promet de se poursuivre aussi passionnément au cours des prochaines années.

Laurent Essolomwa

COOPÉRATION ARTISTIQUE

Le Midem satisfait de son séjour au Congo

La structure a bouclé, le 12 avril à Brazzaville, sa tournée African Tour commencée à Johannesburg, en Afrique du Sud, le 4 avril.

Le satisfecit du Marché international de l'édition musicale (Midem) a été exprimé par son directeur, Alexandre Deniot, au cours d'une conférence de presse qu'il a animée, le 12 avril, à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville.

La première tournée africaine des membres du Midem, a indiqué le conférencier, a mobilisé plusieurs acteurs de la musique, notamment des labels comme Sony, Bomaïé Musik ainsi que la Sacem et Trace. Ils ont été les partenaires officiels du Midem African Forum qui a commencé le 4 avril à Johannesburg, en Afrique du Sud, pour se terminer le 12 avril à Brazzaville.

Ce genre de manifestations, a-t-il signifié, permet aux artistes d'être en contact non seulement avec le public mais également avec les professionnels de la musique qui profitent de ces occasions pour faire signer des contrats de production ou de management aux jeunes artistes.

« Brazzaville est la quatrième et dernière étape d'African Tour. Nous vivons un grand moment grâce à nos partenaires officiels,



Les directeurs des maisons de production (Adiac)

la Sacem et Trace qui participent et organisent des conférences, ateliers de réflexion et des show cases. Ces trois jours que nous avons passés ici nous ont permis de découvrir des artistes talentueux car, dans d'autres pays, on a eu à faire juste une soirée. Cela montre la diversité culturelle du Congo. Nous voulons faire participer les artistes

à la structuration des marchés et à la professionnalisation de leur art. Il y a un vrai besoin de formation, de se réunir en-

véritables business s'ils sont organisés et structurés du fait qu'ils rapportent au monde des milliards de dollars par an, a rappe-

étant un événement international qui réunit, d'un côté, les labels et maisons de disques, et de l'autre, les artistes musiciens, Airtel s'est engagée à accompagner cette fête culturelle car nous avons beaucoup contribué lors de ces manifestations à travers le paiement mobile », a déclaré, pour sa part, Serge d'Oliveira, directeur marketing à Airtel, qui a pris part à la conférence de presse.

L'autre participante à cette conférence, Mireille Opa, directrice des Arts et lettres, au nom du ministre de la Culture et des arts, a remercié les organisateurs pour le choix du Congo. Elle les a invités à réinscrire le Congo dans leurs prochaines éditions. « Les artistes congolais font du meilleur travail. Les talentueux sont partout dans les rues de Brazzaville et dans toutes les localités de notre pays », a-t-elle affirmé.

Outre le directeur marketing d'Airtel et la directrice des Arts et lettres, Alexandre Deniot avait à ses côtés les représentants de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (Sacem), ceux du groupe Trace ainsi que la directrice déléguée de l'IFC au Congo, Marie Audigier.

Rosalie Bindika et Rude Ngoma

semble, de s'associer afin de faciliter une meilleure fluidité des talents. Nous représentons la communauté internationale de musique. Nous apprenons, nous partageons et nous construisons grâce à la musique », a fait savoir Alexandre Deniot.

Le développement durable de la musique, a-t-il ajouté, passe par l'organisation de telles activités. Le cinéma et la musique sont de

lé en substance Akotchayé Okio, responsable du développement Afrique à la Sacem.

De son côté, Airtel Congo, qui était le seul sponsor privé de cet événement au niveau local, a contribué, sur le plan des télécommunications, à la réussite de cette première édition du Forum Africain Tour.

Pour Serge d'Oliveira, directeur marketing à Airtel, « Le Midem

AFRISTAT

Un plaidoyer pour la mobilisation des ressources

À l'issue de leur 28^e session ordinaire, tenue le 12 avril à Brazzaville, les ministres des Etats membres de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (Afristat) ont demandé au président de l'institution de poursuivre et de renforcer les actions de plaidoyer auprès des autorités compétentes des Etats membres pour la mobilisation des ressources.

Cette invite est consécutive au fait que plusieurs Etats membres accumulent des arriérés de contribution. S'agissant du Fonds Afristat 2016-2025, le conseil des ministres a félicité les deux Etats qui ont entièrement libéré leur contribution et exhorté les autres Etats membres à tout mettre en œuvre pour honorer leur engagement, afin que l'Observatoire dispose de ressources lui permettant d'atteindre les objectifs fixés à l'horizon 2025.

Par ailleurs, le conseil des ministres s'est réjoui des réactions positives des banques centrales, dont la BCEAO qui a déjà effectué un versement au Fonds Afristat et la Commission de la Cémac pour son annonce. En outre, les participants ont noté que, malgré les difficultés auxquelles l'Observatoire a été confronté, le plan d'action 2017 a été mis en œuvre de façon satisfaisante. Au regard de ce bilan, le conseil des ministres a félicité la direction générale pour les résultats obtenus. Il a adressé, de ce fait, ses vifs remerciements aux partenaires techniques et financiers d'Afristat, pour l'assistance qu'ils apportent au développement de la statistique dans les Etats membres. Sur un autre plan, le conseil des ministres a examiné et adopté le programme stratégique de travail d'Afristat pour la période 2017-2021.

Notons que les pays ci-après ont pris part à la 28^e session ordinaire : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Mali, Niger, Sénégal, Tchad et Togo.

La Rédaction

NÉCROLOGIE



- Joachim Biyengui
- Jean-Baptiste Mialebama
- Hommerd Bakakoula

Les enfants Erdia Samba, Laura, Danielle et Nathan annoncent aux amis et connaissances le décès de leur neveu, frère et père Philippe Samba-Samba, docteur en langues vivantes et étrangères à la faculté des lettres et des sciences humaines (UMNG), survenu le dimanche 8 avril 2018 à 19h, au CHU, des suites d'une courte maladie.

La veillée mortuaire se tient au quartier Madibou, arrêt Faubourg au n° 3 de la rue Loulendo-Pierre

Biographie du Colonel Alexandre Mollitan

Grand officier dans l'ordre national

Né le 16 Août 1936 à Mombezele dans la Likouala

Décédé le 11 Avril 1992 à Brazzaville, Rappel :

-De 1948 en 1963, Il fut Membre de la compagnie parachutiste d'infanterie de la marine de l'Afrique Equatoriale Française(AEF)

-Membre de l'amicale des Éléphants Noirs en 1962

-En 1961 il participe à la naissance de l'Armée Nationale Congolaise (ANC), ou il sera le premier moniteur parachutiste (Saut) du Congo et Co-fondateur du Groupement Aéroporté Para (GAP)

-En 1972-1973, il devint le commandant national de la milice populaire

-En 1973-1979, commandant de la zone militaire n° 06 Impfondo dan la Likouala

-En 1981-1990, Consul général du Congo au Cabinda en Angola

Tu reste ce héros dans l'histoire sera restauré et conté par les générations futur. Nous tes Enfants et ta famille gardent de toi un modèle de père et leader hors du commun, Jour pour Jour 26 ans d'absence physique, mais 26 ans de présence dans l'héritage éducationnel.



EXAMENS D'ÉTAT 2018

Les enseignants appelés à accélérer les programmes des classes de terminale

Les résultats des enquêtes menées dans un échantillon des lycées d'enseignement général de Brazzaville par les équipes de l'Institut national de recherche et d'action pédagogiques (Inrap) ainsi que les membres du cabinet du ministre de tutelle, relèvent que le niveau d'exécution des programmes au 2^e trimestre pose des problèmes dans certains établissements.

Le niveau d'exécution des programmes, selon les enquêtes, varie, en effet, d'un établissement à un autre même si les raisons évoquées sont pratiquement les mêmes. Du lycée de Nganga-Lingolo au lycée scientifique de Massengo, en passant par Thomas-Sankara A et B, Neto A et B, Révolution, Chaminade, Nganga-Edouard, Pierre-Savorgnan-de-Brazza A et B et Mafouta, les directeurs des études et les proviseurs ont dû s'expliquer chacun en ce qui le concerne.

Echangeant avec les équipes de maîtrise de ces différentes écoles publiques, après la présentation des résultats des enquêtes le 13 avril, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, leur a demandé de se mettre résolument au travail afin de finaliser les programmes avant les examens. Car les résultats des examens dépendent, a-t-il dit, de la manière dont les enseignements ont été dispensés durant toute l'année.

S'agissant des résultats présentés, ils ont été parfois concordants à certains endroits et discordants à d'autres. Certains responsables ont justifié les retards constatés par le manque d'enseignants, les caprices des

prestataires et bénévoles qui parfois viennent en dents-de-scie et les cas de maladies. Qu'à cela ne tienne, ils ont assuré le ministre que les vides observés lors du passage des enquêteurs ont été, pour la plupart, comblés

à travers les cours de rattrapage organisés pendant les deux semaines de congés de Pâques et d'autres sont en voie de l'être.

Rassuré par les équipes de maîtrise, Anatole Collinet Makosso entend déployer à nouveau les enquêteurs à partir du 15 mai pour se convaincre de l'achèvement complet des programmes car le baccalauréat est fixé au mois de juin. « Je peux dire

qu'à ce stade, je suis quand même satisfait de l'évolution des programmes. C'est une nouvelle approche méthodologique et pédagogique que nous avons voulu mettre en œuvre. Cette fois-ci, en plus des rapports des inspecteurs, nous avons envoyé discrètement les équipes sur le terrain qui ont interrogé les enseignants, les élèves, les directeurs des études sans savoir que nous étions en train de faire une évaluation du niveau d'exécution des programmes dans tous les départements », a indiqué le ministre.

Il s'est, par ailleurs, dit confiant au regard de ces assurances reçues que tous les objectifs généraux et les objectifs spécifiques pour l'ensemble des disciplines en terminale ont été atteints. « Nous pouvons être sûrs que les enfants mettront à profit le mois qui reste pour tout finaliser et affronter leurs examens avec beaucoup de sérénité. Nous l'avons fait aujourd'hui pour les classes de terminale, la semaine prochaine, ce sera le tour des collèges (3^e) », a annoncé Anatole Collinet Makosso.



Les participants/Adiac

Parfait Wilfried Douniama

MADAGASCAR

La BAD octroie 11,23 millions de dollars pour les secteurs énergétique et agricole

L'institution financière africaine a signé, avec le gouvernement malgache, six accords de financement, en droite ligne avec le Document de stratégie pays.

Les projets arrêtés visent le développement des infrastructures d'énergie et de transports pour soutenir la croissance inclusive, la transformation de l'agriculture et le développement de l'industrie, dans le cadre du Plan national de développement 2015-2019. Deux accords portent sur le financement du Programme de promotion de l'entrepreneuriat en faveur des jeunes pour un montant de 7,23 millions de dollars ; deux autres d'un montant de trois millions de dollars pour la préparation des projets à financer en 2019, dans le cadre du renforcement et d'interconnexion des réseaux de transport d'énergie électrique à Madagascar. Le cinquième accord est relatif à la préparation du Projet de pôle intégré de croissance agroindustrielle dans le sud, tandis que le dernier, un accord de don d'un million de dollars, vise à soutenir la lutte contre la résurgence de l'épidémie de la peste. Lors de la signature des accords, la ministre des Finances et du budget, Vonintsalama Sehenosoa Andriambolona, a vanté les bonnes relations entre la Banque africaine de développement (BAD) et son pays, rappelant que les financements dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture contribueront à accélérer la transformation des chaînes de valeurs agricoles, l'industrialisation et la création d'emplois salariés formels. Elle a souligné leur contribution dans la satisfaction des besoins fondamentaux en matière de santé de la population. Il a également été question du développement de compétences et de l'accompagnement des petites et moyennes entreprises dans le pays. Intervenant pour le compte de la BAD, Mohamed Chérif, a souligné la pertinence des accords, en vue « de concrétiser la mise en œuvre du document de stratégie pays 2017-2021, ayant comme objectif de soutenir les efforts de Madagascar en accordant une plus grande attention à l'élimination des contraintes structurelles qui empêchent le pays de s'engager sur une trajectoire de croissance économique forte et partagée, axée sur la transformation structurelle et la création d'emplois à plus forte valeur ajoutée ».

Noël Ndong

AFRIQUE CENTRALE

Les ministres adoptent le rapport de validation du mécanisme de financement

Le conseil des ministres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) en charge des finances s'est tenu, le 11 avril, à N'Djamena au Tchad.

Dans son allocution, le secrétaire général de la CEEAC, Ahmad Allam-Mi, a fait mention de l'objectif de la Contribution communautaire d'intégration (CCI), celui de trouver une solution durable au déficit chronique en moyens financiers. Il s'agit notamment, dans le souci de doter la CEEAC des ressources permanentes et suffisantes, de relever les contributions sur un mode différent du précédent, c'est-à-dire le paiement sur le budget de l'Etat à travers le Trésor public.

Le secrétaire général de CEEAC a constaté, en effet, qu'aujourd'hui, la quasi-totalité des Etats membres de cette institution n'appliquent pas le dispositif prévu pour la mise en œuvre effective de la CCI. Il a affirmé que la CEEAC continue de faire face au problème de sous-financement chronique qui se complique et s'aggrave au fil du temps. « Le stock des arriérés de contribution augmentent d'année en année », a-t-il fait savoir. La conséquence, a-t-il re-

levé, est que la CEEAC n'arrive plus à remplir son mandat et ses engagements vis-à-vis de ses partenaires. « Les institutions spécialisées de la CEEAC ne reçoivent quasiment plus la subvention annuelle que leur alloue la communauté », a informé le secrétaire général. Selon lui, le Tchad est aujourd'hui le seul pays à appliquer effectivement le dispositif CCI.

La rencontre de N'Djamena a permis de valider le rapport sur l'étude d'évaluation du mécanisme de financement autonome de la CEEAC et à obtenir un consensus autour des évolutions de ce mécanisme pour améliorer ses performances.

Pour sa part, le ministre tchadien des Mines, du développement industriel, commercial et de la promotion du secteur privé, Youssouf Abassalah, a rappelé le contexte dans lequel se tenaient les travaux, marqué par des défis auxquels la région est confrontée, à savoir la construction d'un espace de paix, de sécurité et de stabilité, condi-

tions fondamentales pour un développement économique durable ; la réalisation d'un espace économique viable et diversifié susceptible d'accroître la compétitivité et les investissements nationaux et étrangers et le développement des infrastructures ainsi que des services en vue de renforcer l'intégration physique et économique de la CEEAC et de lever les lourdes contraintes à la libre circulation des personnes et des biens. Le ministre tchadien a ensuite déploré le fait que tous les efforts consentis par les chefs d'Etat et de gouvernement pour la mise en œuvre du mécanisme de financement de la CEEAC sont demeurés presque infructueux, d'où la flambée des arriérés de contributions et la dépendance du financement du budget de la CEEAC vis-à-vis de l'aide extérieure. En outre, il a appelé l'ensemble des administrations nationales à s'approprier le mécanisme de financement et à organiser les bases d'une amélioration de la situation financière de la CEEAC, en vue d'apurer les arriérés de contributions et d'améliorer les procédures de recouvrement.

Yvette Reine Nzaba

ZONE FRANC

Les pays membres peinent à faire évoluer la convergence

Les ministres des Finances de la zone franc et de France, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des banques centrales ont tenu une réunion, le 13 avril, à Brazzaville, au cours de laquelle ils ont souligné la faible progression de la convergence réelle dans l'espace monétaire.

Dans un communiqué, les participants ont relevé une légère amélioration de la convergence nominale qui reste en-deçà des résultats escomptés. Ils ont également souligné une faible progression de la convergence réelle, témoignant, selon eux, de nombreux obstacles auxquels se heurte l'intégration régionale.

Les participants ont réitéré leur souhait d'œuvrer pour le développement des pays de la zone franc et de mettre en œuvre des politiques économiques soutenables, susceptibles de promouvoir une croissance inclusive. Ils ont décidé de soutenir la déclaration de Yaoundé du 15 novembre 2017, relative à

la lutte contre les flux financiers illicites.

Le ministre français de l'Économie et des finances, Bruno Le Maire, qui a effectué le déplace-

pays devant augmenter leurs dépenses de sécurité afin de combattre le terrorisme. « *La France ne vient pas pour regarder. Elle est là pour cher-*

ruption et diversifier l'économie », a-t-il déclaré.

S'agissant de la dévaluation du franc CFA, Bruno Le Maire a indiqué qu'elle n'était pas envisagée, cette monnaie n'étant pas surévaluée. « *La zone franc est un héritage historique. Nous sommes prêts à la faire évoluer si les pays africains le souhaitent. Une même zone monétaire procure de la stabilité* », a dit Bruno Le Maire.

Le ministre congolais des Finances et du budget, Calixte Nganongo, a fait observer que la monnaie avait besoin de stabilité, de solidarité, de fluidité et de sécurité. « *Ce qui permet à une monnaie d'être solide, c'est la structuration de l'économie. Mieux vaut être ensemble que d'aller seul* », a-t-il insisté.

Notons qu'à l'ouverture de cette réunion, le Premier ministre, Clément Mouamba, a rappelé que le Congo, partenaire historique de la zone franc, traversait une étape difficile. Poursuivant son propos, il a estimé que cette rencontre devrait permettre de trouver des solutions aux problèmes qui affectent actuellement les pays de l'espace monétaire commun.

Christian Brice Elion



Les participants (Adiac)

« Ce qui permet à une monnaie d'être solide, c'est la structuration de l'économie. Mieux vaut être ensemble que d'aller seul »

ment de la capitale congolaise, a salué l'adoption par les pays du plan d'action sur la lutte contre le financement du terrorisme. Il a promis d'échanger avec la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, pour le cas des

cher des solutions avec les autres ministres des Finances de la zone franc, des améliorations, des possibilités pour soutenir la croissance, aller vers le désendettement, améliorer l'environnement des affaires, lutter contre la cor-

Profitez de nos FORFAITS PEINTURE durant toute l'année.

Berline
390 000
FCFA TTC

4x4
490 000
FCFA TTC

*Valable pour tous types de véhicules

*Hors carrosserie et pièces de rechange.
*Tous travaux de carrosserie feront l'objet d'un devis complémentaire.

cfao
MOTORS

Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65
BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39
Email : cfaomotorscongo@cfao.com

VII CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

Le Congo représenté à la réunion de Moscou

Les assises de la capitale de la Fédération de Russie ont réuni, du 4 au 5 avril, plus de huit cent cinquante délégués de quatre-vingt-quinze pays, sans compter les organisations internationales. La majorité des délégations était dirigée par des ministres de la Défense.

L'objectif poursuivi par la rencontre était de mobiliser les participants sur les problèmes de sécurité au niveau international : Europe, Asie, Afrique et Amérique latine. La délégation congolaise, conduite par le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a pris part aux travaux, tant au niveau des experts qu'à la plénière.

Lors de son allocution de circonstance, Charles Richard Mondjo a, d'une part, évoqué les enjeux et la réponse que le Congo donne aux défis sécuritaires et, d'autre part, envisagé les perspectives d'un renforcement de la coopération internationale en la matière, parce que, pour le ministre, les mers et les océans sont un bien collectif. Il a ajouté que la République du Congo tire près de 90% de sa richesse nationale et près de la moitié de ses exportations de la mer. Le pays est signataire de plusieurs conventions internationales liées à l'activité maritime et pour certaines, il est leader en Afrique centrale. C'est un pays de transit avec une façade maritime et le deuxième bassin hydrographique de la planète, notamment le fleuve Congo et ses affluents, a dit le ministre. « Par ailleurs, la stratégie maritime de Congo sur l'Action de l'Etat en



Charles Richard prononçant son allocution à la tribune de la conférence (DR)

mer concerne la mer et les eaux continentales », a-t-il précisé.

Au regard de ces enjeux, les menaces auxquelles le Congo fait face quotidiennement sont identiques à celles identifiées dans la plupart des pays côtiers du golfe de Guinée

mais à des proportions variables. Charles Richard Mondjo a cité la pêche illicite et illégale, qui est la menace la plus importante ; la contrebande des biens et des per-

rales entre les armées de Russie et du Congo

En marge de la conférence, la septième du genre, Charles Richard Mondjo a eu une séance bilatérale

et, d'autre part, de faire l'évaluation et de dresser les perspectives dans les domaines de la formation des cadres, l'acquisition des équipements, l'assistance technique, le renforcement des capacités du personnel et sur tout autre sujet d'intérêt commun.

Peu après cette entrevue, le ministre congolais s'est entretenu avec la ministre de la Défense sud-africaine, Nosiviwe Mapisa-Nqakula. Les deux personnalités ont fait l'évaluation de la mise en œuvre des conclusions de la troisième session du Comité mixte de défense Congo-Afrique du Sud. Elles se sont réjouies de l'excellence des relations qui existent entre les deux pays d'une manière générale, notamment dans le domaine de la coopération militaire.

Notons que cette conférence se tient chaque année. Le ministre congolais en est à sa deuxième participation. D'une manière globale, l'approche de tous est que le terrorisme ne peut pas être vaincu par un seul Etat. Les participants ont reconnu qu'il n'existe pas de bons et de mauvais terroristes, les terroristes sont les terroristes. Toutes les menaces se valent à partir du moment où elles peuvent porter atteinte à la vie humaine, se sont-ils convaincus. De ce point de vue, tous les facteurs de menaces en Afrique, au Moyen-Orient, partout ailleurs, doivent être pris au sérieux.

Guillaume Ondzé

sonnes ; la circulation illicite des armes et de la drogue ; la piraterie et les attaques armées des navires, enfin, la violation des zones exclusives d'exploitation pétrolière très fréquente.

Renforcement des relations bilatérales

avec la partie russe, représentée par le vice-ministre de la Défense, le général de corps d'armées Alexandre Fomine. Cette rencontre a permis, d'une part, aux deux parties de passer en revue toutes les questions de coopération militaire



CAMPAGNE DE RAPPEL

Véhicules de marque TOYOTA

AIRBAGS FRONTAUX



Toyota Motors Corporation (TMC), représentée au Congo par CFAO Motors, son représentant officiel, souhaite informer ses clients d'une campagne de rappel.

Cette campagne concerne les modèles :

- YARIS produits entre 2006 et 2012
- COROLLA produits entre 2002 et 2014
- RAV4 produits entre 2003 et 2005
- HILUX et FORTUNER produits entre 2003 et 2011.

Dans un souci de qualité de service et de transparence, nous invitons les propriétaires de véhicules Toyota (gamme précédemment citées), à prendre rendez-vous pour une intervention chez leur Concessionnaire CFAO Motors le plus proche. L'intervention consiste à remplacer le gonfleur de l'airbag frontal conducteur ou passager. Cette intervention sera entièrement gratuite.

Les équipes de CFAO Motors se tiennent à votre disposition dès aujourd'hui pour la prise de rendez-vous et vous recevront dans leurs ateliers dans les meilleurs délais.

La Direction Générale

Contacts :

Pointe-Noire : 13, Rue Côte Matève
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso
www.cfaomotors-congo.com

BP : 1110 - Tél. : (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65
BP : 247 - Tél. : (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39
Email : cfaomotorscongo@cfao.com

Délégation en République du Congo

Réf : CRF-DELEG-03042018

**AVIS DE RECRUTEMENT**

Dans le cadre des activités en République du Congo, notamment dans sa mission d'appui à la prise en charge des personnes vivant avec le VIH, la Croix-Rouge Française procède, au recrutement d'un Adjoint coordinateur Logistique, responsable de la logistique générale de la base de Brazzaville. L'Adjoint coordinateur logistique assiste le coordinateur logistique dans la définition de la mise en œuvre de la stratégie logistique de la mission.

Base : Brazzaville

Durée du contrat : neuf(9) mois

Statut : Salarié(e)

Catégorie du poste : Cadre de Collaboration CC de la Convention d'Etablissement de la Croix-Rouge française (CRF)

Salaire de base mensuel : grille salariale de la Convention d'Etablissement de la CRF

Objectifs spécifiques du poste :

- Superviser la gestion des achats; de biens/ services/travaux dans un souci d'amélioration;
- Superviser la Log Base/GPC (bâtiments, équipements et véhicules) dans un souci d'amélioration;
- Participer à l'application des règles de sécurité pour la base de Brazzaville;
- Participer aux réunions de coordination à l'absence du Coordo log;
- Présenter un rapport mensuel d'activités

logistique;

-Appliquer l'ensemble des procédures de la Croix-Rouge française;

-Effectuer l'archivage définitif de l'ensemble des documents logistique au niveau de Brazzaville et vérifier ponctuellement l'archivage terrain.

Tâches :

- Planification Logistique;
- Gestion de l'approvisionnement;
- Gestion des contrats (contrats de bail, contrats de location, contrats de transport, contrat de prestation de service...);
- Gestion de la Log Base;
- Gestion parc véhicule;
- Participation à la gestion de la sécurité;
- reporting

Profil recherché :**A)-Niveau d'étude :**

- Avoir un diplôme (au moins BAC+4 ou BAC+5) dans le domaine de la logistique et transport, ou de la logistique et approvisionnement.

B)-Expérience exigée :

-Au moins 2ans au poste similaire dans des structures reconnues. Une expérience au sein d'une organisation internationale de milieu humanitaire est un atout.

-Expérience en management réussie

-Expérience avec les transits et douanes

C) Autres capacités requises :

- Bonne capacité de l'outil informatique (Word / Excel / Power Point / Outlook / Internet)- Capacité dans l'élaboration de planning

-Elaborer les plannings de travail -Fixer des objectifs et évaluer les résultats -Organiser des réunions de service, et de travail -Rédiger les comptes rendus

-Capacité de mobilisation d'équipe

D) Personnalité :

- Rigoureux, organisé, sens d'initiative, autonomie, et capacité de travail en équipe;

- Expression et communication aisée Capacité pédagogique, sens de management, écoute;

-Bonne capacité rédactionnelle en français, synthétique et claire;

- Intégrité, respect de la confidentialité;

-Fiabilité et sens des responsabilités;

-Assiduité/Ponctualité;

-Respect du règlement Intérieur;

-Disponibilité : l'Adjoint coordo Log pourra être amené à se déplacer loin de son domicile lors des missions pendant des périodes prolongées ou assurer des activités ou mission pendant les week-ends et jours fériés;

-Discretion totale concernant le fonctionnement de l'organisation et de ses membres;

-Connaissance et adhésion aux valeurs de

la Croix-Rouge est un plus.

Constitution du dossier :

- Une demande manuscrite;
- Curriculum Vitae (comportant les coordonnées du dernier employeur)
- Lettre de motivation adressée à la Cheffe de Délégation CRF en République du Congo
- Copie légalisée du diplôme
- Certificat de travail

Tout dossier incomplet est tout simplement écarté.

Lieu de dépôt des dossiers et retrait des TDR :

•Délégation de la CRF (voir Elvynne SIASSIA, Département de la Logistique) ou par E-mail à monsieur Patrice Ngoulou-ngoulou, Responsable des Ressources Humaines (rh-congo.frc@croix-rouge.fr) avec copie Coordo Log (log-congo.frc@croix-rouge.fr).

NB :

- dernier délai de dépôt des dossiers, Mercredi 25 avril 2018 à 16h00.
- L'enveloppe doit obligatoirement porter l'intitulé du poste.
- Les Candidatures féminines sont vivement encouragées

Fait à Brazzaville, le 04 avril 2018**Carole DEHU****Cheffe de Délégation****COMMUNIQUE DE PRESSE**

Le Conseil d'Administration de la COGELO, en sa session du 10 janvier 2018, a prescrit au Cabinet KPG en qualité de Co-Commissaire aux comptes de lui faire un point exhaustif sur la situation des dettes fournisseurs de la COGELO.

A cet effet, la Direction Générale invite tous les fournisseurs de la ville de Brazzaville, concernés par cette opération, de bien vouloir se présenter au siège de la Direction Générale sis au centre ville, pour une séance de travail avec le Cabinet KPG du mardi 17 au vendredi 20 avril 2018, entre 8h30 mn et 17h00 mn.

Se munir des pièces administratives suivantes : dossier fiscal ; contrat de prestation ; situation de la COGELO dans les livres au 31 décembre 2017.

La présence de tous est obligatoire.

Passé ce délai, aucune réclamation ne sera acceptée.

Fait à Brazzaville, le 04 Avril 2018

Le Directeur Général

Martial DJIMBI MAKOUNDI

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Des agences rurales aux multiples rôles

L'Etat veut créer des structures spécialisées de l'agriculture et de la pêche, dans le cadre de son nouveau Projet de développement d'agriculture commerciale (Pdac), pour mieux accompagner les producteurs locaux.

L'Etat entend donner aux futures agences qui ont, d'ailleurs, existé dans les années antérieures, sous le nom d'Office de café et de cacao..., des attributions étendues pour leur permettre d'encadrer efficacement le monde rural. A ces missions de conseil et d'orientation du monde paysan, s'ajoutent celles d'entrepôt, de transport de marchandises ainsi que de la facilité d'accès aux crédits.

Prélude à un forum national sur l'agriculture, l'élevage et la pêche, prévu du 17 au 19 avril à Brazzaville, le ministre de tutelle, Henri Djombo, a été face à la presse pour éclairer l'opinion sur l'événement. « La présente conférence de presse est une opportunité de vous imprégner les thématiques qui seront débattues à ce forum. Ces thématiques visent les



Le ministre Henri Djombo (au centre) animant la conférence de presse (Adiac)

réformes du secteur agricole que nous voulons engager sur le plan législatif, réglementaire et technique », a indiqué Henri Djombo.

Cette rencontre devrait baliser la voie au Pdac, un projet normalement d'environ mille milliards FCFA, mais pour le moment bénéficiant d'un financement acquis de cent mil-

lions de dollars de la Banque mondiale. « Le gouvernement attend de ces assises des mesures concrètes permettant

de combler les lacunes actuelles et de créer les conditions objectives pour une agriculture moderne, productive et exportatrice, assurant des emplois décents, la sécurité alimentaire et la réduction de la facture de nos importations », a précisé le ministre d'Etat. Initié en partenariat avec l'Organisation des

Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque mondiale, le forum est censé valider la politique

agropastorale et halieutique ; le Programme national de développement agricole 2018-2022 ; les avant-projets de lois portant réglementation des secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche qui n'ont jamais existé ; y compris les textes de création des agences de l'agriculture et de la pêche.

Pour autant, les autorités

veulent faire de ces agences rurales la cheville ouvrière du développement agricole. « Les agriculteurs se sentent abandonnés par l'Etat », a reconnu Henri Djombo. C'est pourquoi, a-t-il poursuivi, les techniciens qui vont travailler dans ces structures joueront un grand rôle, notamment dans le suivi de la production, la promotion de la qualité et des prix.

« Ces agences mettront en place des plates-formes de transformation, de stockage, d'entreposage, pour réduire les pertes... C'est une responsabilité importante qui doit être assurée par l'Etat et ses structures spécialisées », a martelé l'intervenant, qui s'est réjoui des soutiens technique et financier des partenaires, dont la présence, à ses côtés, de la représentante de la FAO, Suze Percy Philippini, et du représentant adjoint de la Banque mondiale, Etaki Wa Dzon.

Fiacre Kombo

Avis d'Appel d'Offres N°001/ECG/DG/2018

POUR LA FOURNITURE DES CONSOMMABLES BUREAUTIQUES ET DES IMPRIMES COURANTS NECESSAIRES A L'EXPLOITATION DE ECOBANK CONGO POUR 2018

La Direction Générale de Ecobank Congo lance un avis d'Appel d'Offres pour la fourniture des consommables bureautiques et des imprimés courants nécessaires à l'exploitation de son activité courant l'exercice 2018.

Le dossier d'Appel d'Offres ou de candidature est à retirer à son siège social sis au 3^{ème} Etage de l'Immeuble de l'ARC Centre-ville Brazzaville et à Pointe-Noire à l'Agence Ecobank Atlantic Palace moyennant paiement de Cent Mille (100 000) FCFA en espèces.

Les Offres signées et cachetées devront être déposées aux mêmes adresses au plus tard le 20/04/2018 à 17 heures 15 minutes.

Fait à Brazzaville, le 05/04/2018.

La Direction Générale

AFFAIRES

Des Russes envisagent de produire au Congo des meubles et de l'eau minérale

Un groupe d'investisseurs russes, en mission de prospection dans le pays, a exprimé à la ministre des Petites et moyennes entreprises (PME), Yvonne Adélaïde Mougany, l'intention de développer des projets dans les deux secteurs.

La délégation des opérateurs économiques russes a eu une séance de travail, le 12 avril à Brazzaville, avec la ministre des PME. Tous membres d'un grand groupe dénommé "Droujba" (l'amitié en russe), ces hommes d'affaires lorgnent investir, dans un premier temps, dans deux secteurs d'activités, à savoir la fabrication des meubles et de l'eau minérale.

« Nous voulons investir dans plusieurs domaines, notamment la fabrication des meubles et la production d'eau minérale. C'est un grand potentiel qui permet de redynamiser la coopération bilatérale entre nos deux pays », a précisé Aleksandre Palkine, un des hommes d'affaires, à l'issue de l'entretien avec la ministre Yvonne Adélaïde Mougany.

Dans le domaine des meubles, ces opérateurs économiques promettent de construire, à titre expérimental, des usines



La ministre Yvonne Adélaïde Mougany s'entretenant avec les hommes d'affaires russes/Photo Adiac

de haute technologie dans les grandes villes du Congo. Celles-ci seront destinées essentiellement à la fabrication des meubles de haut standing, en bois. L'objectif étant, ont-ils dit, de chercher à booster ce secteur porteur de richesse, en vue d'offrir aux Congolais du mobilier de qualité supérieure à coût modéré.

« Nous voulons démarrer nos activités le plus vite possible dans les grandes villes, mais nous devons avant tout faire l'étude du marché, afin de se faire une idée réelle des besoins exprimés », a renchéri Aleksandre Palkine.

Ayant visité quelques acteurs et unités de production spé-

cialisées dans ce domaine, les investisseurs russes ont noté, avec satisfaction, la bonne qualité du bois congolais, estimant,

toutefois, que certains meubles produits par des nationaux présentent des défauts de finition. Pour les rendre compétitifs, ils ont promis d'offrir à leurs homologues congolais une formation spéciale en Russie, selon les exigences internationales en la matière, afin de leur permettre de produire des mobiliers de qualité

supérieure au profit du marché national, voire sous-régional.

Au sujet de la production de l'eau minérale, les investisseurs russes promettent de construire une usine adaptée au standing international. L'ambition du groupe étant de rendre cette denrée vitale moins chère et accessible à tous.

Pour la ministre des PME, ces créateurs d'emplois sont les bienvenus. « Ces entreprises sont d'une grande importance pour le Congo. Celle destinée à la production des immeubles emploiera mille personnes. Elles ont conscience des opportunités d'affaires qui existent au Congo et pourront s'intéresser à d'autres secteurs d'activités. Dans le domaine qui est le nôtre, c'est une très belle chose, elles sont donc les bienvenues », s'est réjouie la ministre Yvonne Adélaïde Mougany.

Précisons que la délégation russe a été conduite par le conseiller économique de l'ambassade du Congo en Russie, Yvon Marius Ibongliorou.

Firmin Oyé

CIRCULATION ROUTIÈRE

Un accident fait dix-sept blessés au poste de péage de Kintélé

Un véhicule de commerce en défaillance technique, en provenance du village Maty, dans le Pool, a percuté violemment, le 13 avril, aux premières heures de la matinée, les installations du poste de péage de Kintélé, entraînant plusieurs blessés dont quelques-uns sont dans un état assez préoccupant.

Chargé à ras bord de denrées alimentaires, le moyen de transport de type Renault de couleur blanche, immatriculé 895 J 12, serait en défaillance technique. D'après des témoignages recueillis auprès des victimes et des témoins, les freins de ce camion, qui a roulé de nuit et à vive allure, ont lâché peu avant le village Lifoula.

Arrivé à Kintélé aux environs de 6 h, le chauffeur, ne parvenant plus à maîtriser son volant, a dérapé et rasé au passage tous les abris érigés au niveau du péage, servant de bureau de contrôle aux agents du Fonds routier et ceux du Trésor public, avant de faire deux fois tonneau à l'arrêt de bus situé devant un petit marché de fortune se trouvant à 50 m du poste de péage.

Le bilan fait état de dix-sept blessés, dont quelques-uns sont dans un état plus ou moins critique. Les victimes sont en majorité les passagers qui étaient à bord mais



Le camion accidenté en train d'être déchargé/Photo Adiac

aussi quelques paisibles citoyens qui attendaient leurs bus. Elles ont été toutes admises en urgence à l'hôpital de référence de Talangai. Aucun décès n'a été enregistré. « Nous avons eu une première panne quelque part en cours de route. Arrivé à Ignié, nous avons constaté à nouveau que le véhicule avait un problème d'air. Etant mécanicien, nous avons demandé au conducteur de garer afin de

faire venir la pièce de Brazzaville, hélas, il ne nous a pas compris et a forcé la route. Arrivé au péage, le véhicule a fait deux fois tonneau, heureusement, il n'y a pas eu de décès », relate un jeune mécanicien touché à la jambe, que nous avons visité à l'hôpital de Talangai.

Pour les responsables du Fonds routier, l'émotion est grande, au regard des pertes causées. « La situation nous rend mal à l'aise, dans la

mesure où le poste de péage est une structure mise en place par l'Etat, pour le franchissement. Ce véhicule, en percutant nos installations, nous a causé d'énormes dégâts matériels. Nos agents ont risqué leur vie. Dieu merci qu'il n'y a pas eu mort d'hommes », a regretté le directeur technique du Fonds routier, Marius Boris Miéré Onka, qui a visité ce poste totalement détruit.

F. O.

INSERTION SOCIALE

Une association va former les jeunes du quartier Jacques-Opangault

Le président du Mouvement électoraliste et écologique pour l'émergence du Congo (Meeec), Rodrigue Koumou, a annoncé, le 12 avril à Brazzaville, au cours d'un point de presse, qu'une trentaine de jeunes habitant le 9e arrondissement Djiri bénéficieront d'une formation en entrepreneuriat.

La formation concerne aussi bien les jeunes filles que les garçons. Le président du Meeec a expliqué à la presse que « ce projet aura pour but de soutenir les jeunes les plus vulnérables du quartier Jacques-Opangault et se concentrera sur des formations dans les domaines de la couture, la coiffure et la soudure, avec la présence permanente des formateurs natifs de ce quartier. L'objectif est de soutenir la vision du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, dans son programme (La marche vers le Développement) ».

Pour Rodrigue Koumou, cette initiative sera placée sous le signe des journées d'action sociale. L'un des jeunes bénéficiaires, Jean Likibi, a exprimé sa satisfaction. « Merci beaucoup pour cet acte de charité manifesté par le Meeec à travers son président, Rodrigue Koumou, à notre égard. Il viendra par ce geste nous procurer la joie. Dieu va lui rendre au centuple », a-t-il confié.

Guillaume Ondzé

CHRONIQUE

Le Midem à Brazzaville

Vous connaissez tous sans doute le Midem, le Marché international du disque et de l'édition musicale, qui vient de séjourner à Brazzaville les 11, 12 et 13 avril, dans le cadre de son African Forum visant à soutenir l'industrie musicale sur le continent africain, créer un cadre pour permettre des échanges, mettre en valeur la créativité africaine, amplifier le partage des connaissances, stimuler l'implication des politiques et des institutions et ainsi booster le marché et la créativité.

En effet, après Johannesburg, en Afrique du Sud; Lagos, au Nigeria; Abidjan, en Côte d'Ivoire, avant de s'arrêter au mois de juin à Cannes, Brazzaville a été gratifiée de la présence d'une équipe de professionnels de l'industrie musicale qui, pendant trois jours, ont animé Show case et panels à l'Institut français du Congo (IFC).

Il faut tirer son chapeau à l'IFC qui a permis la rencontre authentique entre trente artistes et trois cents participants issus de la République du Congo, de la République démocratique du Congo et du Cameroun et surtout l'éclairage, très édifiant, de professionnels venus de France parmi lesquels, les labels Believe Digital, Radio Nova, la Sacem, Sony Music, West Africa, Trace Tv et Universal Music Africa.

Naturellement, les Show case ont tenu leurs promesses et les participants ont eu le loisir de savourer la crème des artistes congolais dont Trésor Mvoula, Roga Roga, Makhamba Malechek, Patrouille des stars, le Chœur des Séraphins, etc. Ils ont également pu découvrir, pour certains, des perles en matière musicale à l'instar des mamans du Congo, Spirita Nanda, Bize Ice ou Black Panther...

Nous sommes cependant en droit, dirons-nous, de déplorer amèrement une communication limitée comme c'est souvent le cas et qui n'a pas réellement atteint les couches concernées pour un événement de cet acabit qui se veut largement salutaire pour les artistes, à condition qu'ils y participent pleinement. Nous en voulons pour preuve le segment des panels pour lesquels la salle n'était nullement pleine à craquer mais qui a religieusement éclairé sur les insuffisances de l'industrie musicale au Congo et, partant, dans la sous-région. Il faut espérer une restitution fidèle de ces panels pour les trop nombreux absents!

Ils ont été excellents, tous ces orateurs, et tant pis pour ceux qui n'y ont eu droit mais c'est bien regrettable toutefois. Il faut souhaiter que l'IFC en fasse un large écho car, Abib Mbaye, directeur chez Universal Music Africa, Bernard Zekri de Radio Nova, Laure Duhard, responsable des ventes du label Believe, Serge D'Oliveira d'Airtel et Yanick Zagba de Sony Music ont été éloquentes et prolixes sur le panel de 10h, du 12 avril, relatif à la création des contacts pour exporter sa musique. Le second panel en après-midi a également été porteur de grandes espérances, qui avait pour thème « Structurer la chaîne de valeur pour développer les entreprises musicales au niveau local et mondial ». Les échanges furent très riches et concrets entre Akotchayé Okio de la Sacem; Maxime Foutou, du Bureau congolais des droits d'auteurs; Saint Patrick Azano, l'artiste; Serge D'Oliveira, responsable marketing d'Airtel et Alexandre Bougha de l'agence de communication Clockers.

En guise de conclusion, il sied de rappeler qu'à la base de la chaîne de valeur, il y a la création, qui seule peut permettre que soit développé un environnement propice ou non pour son épanouissement. Le plaidoyer de Saint Patrick Azano pour une corporation d'artistes unis, organisés et structurés, sortant des sentiers battus du secteur informel, a suscité une grande adhésion.

Ferréol Gassackys

NÉCROLOGIE

Yvette Reine Nzaba, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, Mme Nganga Marie, Mrs David Nsana et Honoré Nganga, ainsi que la grande famille du Ministère chrétien du Combat spirituel informent les parents amis et connaissance du décès de leur père, mari, oncle et grand-frère, Jean Louis Nganga, survenu le 1er avril en Afrique du Sud des suites d'une maladie.

Les obsèques auront lieu lundi 16 avril 2018 selon le programme ci-après :

-9h00 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville

-10h30 : culte, prière et recueillement au domicile familiale

-13h00 : départ pour le cimetière « Ma Campagne »

-14h00 : Inhumation

-16h 00: fin de la cérémonie.



SALON DU LIVRE DE GENÈVE

Trois questions à Isabelle Falconnier

La présidente de la manifestation littéraire, prévue du 25 au 29 avril, explique comment depuis 2011, elle organise, fait vivre et diffuse l'esprit unique de foire culturelle rassembleuse et intergénérationnelle, tout en le développant et l'adaptant aux goûts du public et aux exigences nouvelles des exposants.



Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Sept ans après, pourriez-vous nous parler de votre présidence ?

Isabelle Falconnier (I.F.) : J'aime passionnément ce rôle. Je suis une médiatrice, une passeuse, j'encourage la pratique de la lecture, de l'écriture également, et présider le Salon du livre de Genève me permet de le faire à une échelle importante et intéressante. Chaque année qui passe me conforte dans la certitude qu'heureusement, on ne se débarrassera pas de sitôt du livre, que le monde de l'écrit mène à tout et que tout mène à l'écrit, que l'on parle de papier, de numérique ou de tout autre support. En tant que présidente, ma mission est de nouer des liens avec les éditeurs et les auteurs, de programmer les différentes scènes du salon du livre, d'imaginer des expositions en lien avec le monde littéraire, puis de donner envie au public de tous âges de venir rencontrer les auteurs et participer aux multiples activités proposées durant les cinq jours du Salon du livre de Genève. C'est un monde dynamique, créatif, inspirant, dont l'économie est parfois difficile, aléatoire et précaire, mais qui sait se renouveler et chercher des solutions pour répondre aux impératifs structurels tout en restant pertinent et attractif pour les lecteurs. En sept éditions du Salon, j'ai rencontré beaucoup de personnalités étonnantes, incroyables, émouvantes, brillantes et drôles, qui m'ont marquée et qui ont marqué tous les lecteurs qui les ont rencontrées. Je pense à des hommes et des femmes comme Mathieu Ricard, Paulo Coelho, Kamel Daoud, Douglas Kennedy, Malek Chebel, Marie Laberge, Alain Mabankou, Henri Lopes, Tahar Ben Jelloun, Frédéric Lenoir ou le poète et chanteur Grand Corps Malade...

L.D.B. : Comment parvenez-vous à maintenir l'attractivité de Genève littéraire dans le giron francophone ?

I.F. : La Francophonie du livre est d'une vitalité et d'une richesse remarquables : que de langues françaises, que d'éditeurs dans tous les domaines, que d'auteurs aux personnalités méritant une large reconnaissance ! Genève, ville internationale à l'histoire culturelle unique, est au cœur de cette francophonie : la Suisse romande parle et lit en français mais n'est pas ni Paris, ni en France. Du coup, nous nous sentons proches et sommes en liens étroits avec les scènes éditoriales du Québec, de l'Afrique francophone, de Wallo-

nie-Bruxelles, par exemple. Nous comprenons les enjeux qui sont les leurs et pouvons proposer aux acteurs du livre de ces régions et pays un événement pertinent, adéquat, utile. Le Salon du livre de Genève tient sa spécificité de cet accent francophone fort et de son modèle de manifestation : nous sommes à la fois un salon du livre, le seul de Suisse à proposer aux éditeurs, collectifs d'éditeurs ou diffuseurs, de présenter leurs activités directement au grand public qui est le nôtre, et un festival, avec plusieurs centaines d'auteur(e)s invité(e)s chaque année à intervenir sur les scènes du salon du livre. Des scènes thématiques que nous avons créées en pionnier, il y a presque dix ans, et dédiées tout autant à la bande dessinée, qu'à la cuisine, à la philosophie, au développement personnel et la santé, à la jeunesse, au polar, au voyage, à la littérature Young Adult et Romance, etc. Et puis, le public du Salon du livre de Genève, un public suisse et français, est extrêmement large, de tous âges, de tous milieux, et a pour lien son amour inconditionnel du livre et des auteurs, avec l'envie de les rencontrer, de découvrir, d'acheter leurs ouvrages. C'est précieux !

L.D.B. : Quels genres de littératures, romans ou auteurs votre regard de critique littéraire vous porte-il à recommander plus particulièrement aux lecteurs ?

I.F. : Nous avons tous rencontré un livre qui a changé notre vie. Si ce n'est pas encore le cas, il nous attend quelque part, dans un salon du livre, celui de Genève peut-être ! Aucun lecteur ne ressentira un livre de la même manière que son voisin. Votre propre femme, ou mari, peut détester le livre que vous avez personnellement adoré ! J'admire les auteurs qui créent leur propre univers et savent mêler, dans le même livre, une belle langue, un rythme narratif fluide, une histoire forte, des personnages originaux et émouvants, un esprit romanesque puissant et entraînant. Dans les contemporains, je pense à des anglo-saxons comme Richard Ford, Paul Auster, Louise Erdrich, Alice Munro, Charles Frazier ou Joyce Carol Oates. Et aux francophones Nancy Huston, Dany Laferrière, JMG Le Clézio, Aminata Sow Fall, Michel Tremblay, Alice Ferny, Philippe Djian, Scholastique Mukasonga, Erik Orsenna ou Jean-Christophe Rufin...

Propos recueillis
par échange de courriels
par Marie Alfred Ng

CONGO-FINANCES

Une aide française de 135 millions d'euros sous réserve



Le ministre français de l'Économie et des finances, Bruno Le Maire (au centre), lors de la conférence de presse Adiac

L'aide de la France a été annoncée par son ministre de l'Économie et des finances, Bruno Le Maire, à l'occasion de la conférence de presse ayant marqué la fin de la réunion des ministres des Finances de la zone franc, tenue du 12 au 13 avril à Brazzaville.

« La France aide les Etats membres de la Zone franc dans leurs stratégies mises en œuvre et portant notamment sur le désendettement, les réformes structurelles, la diversification de l'économie et la lutte contre la corruption », a précisé l'argentier français. Citant le cas précis du Congo, Bruno Le Maire a déclaré, en substance, que son pays va lui accorder une aide de cent trente-cinq millions d'euros sous réserve de la conclusion d'un programme avec le Fonds monétaire international.

La réunion à laquelle ont pris part seize pays ayant en partage le franc, y compris la France, a connu également la participation des présidents

des institutions régionales et les gouverneurs des banques centrales. Elle avait, entre autres, les objectifs de rechercher des solutions en vue de soutenir la croissance inclusive des pays de la zone franc et de lutter contre la corruption afin de promouvoir le développement des pays de cette zone. Se tenant dans un contexte marqué par une situation économique et financière difficile, notamment dans la région d'Afrique centrale, la rencontre a relevé une très légère amélioration de la convergence nominale, qui reste cependant en-deçà des résultats escomptés. Les participants ont, en particulier, noté les risques découlant d'importants déficits pu-

blics et d'un réendettement rapide, susceptibles de remettre en cause les équilibres internes et externes des Etats concernés.

Ainsi, pour garantir le bon fonctionnement des unions monétaires et préserver la soutenabilité des trajectoires de développement, les ministres des Finances, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des banques centrales se sont accordés sur la nécessité de poursuivre et renforcer leur approche coordonnée.

Toutefois, rapporte le communiqué final des travaux, cette convergence réelle peine à progresser dans la zone, d'où la nécessité de poursuivre la mise en œuvre des mesures permettant de renforcer l'intégration régionale, facteur de résilience et de solidarité des Etats de la zone franc.

Guy-Gervais Kitina

COOPÉRATION

La Banque mondiale soutiendra le programme du Congo avec le FMI

L'assurance a été donnée récemment par Seydou Bouda, administrateur du Congo auprès de l'institution de Bretton Woods.

La République du Congo est en discussion avec le Fonds monétaire international (FMI) en vue de la conclusion d'un programme. Selon Seydou Bouda, qui a évoqué avec le président Denis Sassou N'Gusso les difficultés actuelles de l'économie congolaise et les discussions avec le FMI, ce programme bénéficiera d'un appui de la Banque mondiale.

« La Banque mondiale fait partie des partenaires du Congo et le programme qui se fait sous le leadership du FMI va également l'engager en ce sens qu'elle contribuera au financement des besoins

du programme soit sous forme d'appui budgétaire, d'appui-projet ou d'assistance technique », a-t-il déclaré, à l'issue de l'audience au Palais du peuple.

« La Banque mondiale fait partie des partenaires du Congo et le programme qui se fait sous le leadership du FMI va également l'engager en ce sens qu'elle contribuera au financement des besoins du programme soit sous forme d'appui budgétaire, d'appui-projet ou d'assistance technique »

Les deux personnalités ont également échangé sur les relations entre le Congo et l'institution de Bretton Woods, notamment le financement de certains projets. « Nous avons passé en revue l'ensemble des préoccupations concernant le Congo dans son partenariat avec la Banque mondiale. Nous avons regardé le portefeuille, les difficultés de financement des projets, les projets sans financement tels que ceux du barrage de Sounda et du Fonds bleu pour le

Bassin du Congo », a expliqué Seydou Bouda.

Selon la Banque mondiale, en février 2017, son portefeuille au Congo comprenait douze projets, représentant un montant total de 805,8 millions de dollars (en y incluant l'opération régionale Backbone, visant à développer le réseau de télécommunications en Afrique centrale et un projet Redd+ de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts).

Christian Brice Elion

LE FAIT DU JOUR

L'ONU et sa chambre « haute »

Aux côtés des autres instances de l'ONU - leur émanation-, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité sont censés œuvrer au maintien de la paix et de la stabilité des Etats depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945. Pourtant, la crise syrienne a transformé l'enceinte des Nations unies, à New York, en un piège prêt à se refermer sur eux. Chacun défendant bec et ongle ses intérêts, au besoin devant les caméras des télévisions, les Etats-Unis, la Russie, la France, l'Angleterre et la Chine renvoient au monde l'image de fauves déchaînés qui n'hésiteront pas, tôt ou tard, à remettre en cause le fragile équilibre sur lequel se construit le vivre ensemble universel depuis la chute du mur de Berlin en 1989.

Comme dans un parlement bicaméral, les cinq « Grands » cités plus haut constituent la chambre haute du Conseil de sécurité. Malheureusement, ils ont à cœur une mécanique de résolution des conflits qui prend très souvent le parti de la confrontation au détriment de celui de la modération. Ces derniers temps, dans la bouche des diplomates qui s'expriment au Conseil de sécurité de l'ONU, des dirigeants qui le font

à partir de la Maison-Blanche, du 10 Downing Street, du Kremlin et de l'Élysée -cela l'est un peu moins à Zhongnanhai-, les mots frappe, riposte, représailles sont les plus employés. C'est une escalade verbale terrifiante qui met en avant des acteurs capables de lui donner une dimension conflictuelle désastreuse. Dans la nuit du 13 au 14 avril, évidemment, les forces américaines, françaises et britanniques ont tiré « à balle réelle » sur des cibles censées abriter les « capacités chimiques » du régime de Bachar Al Assad en Syrie. Puis en ont justifié le bien-fondé.

A vrai dire, si l'Occident et la Russie entrent en guerre dans le moment présent, ils feront de la place à beaucoup d'opportunistes dans le voisinage immédiat de leur champ de bataille que serait la Syrie. Sept ans déjà que la guerre fait rage dans ce pays, trois ans qu'elle sévit au Yémen non loin, dans le premier comme dans le deuxième cas, l'ennemi désigné s'appelle « terrorisme ». Les camps en présence se rejettent la responsabilité des massacres de civils, tout en communiquant abondamment sur la bonne cause qu'ils sont supposés défendre. On a l'impression, à entendre parler les forces engagées sur le terrain, directement ou

par rebelles et terroristes interposés, qu'elles ne sont pas au bout de leur logique de guerre. Elles la poursuivront aussi longtemps que leurs intérêts le commanderont, mais les terroristes entameront la reconquête des espaces qu'ils ont perdus dans la région dès que les grandes puissances ouvriront les hostilités.

Devant le raidissement des positions de part et d'autre, le salut réside pourtant dans la capacité des dirigeants russes et occidentaux à dédramatiser leurs divergences. Il n'y a pas longtemps encore, personne ne croyait à l'éventualité d'une concertation au sommet entre le président américain, Donald Trump, et le dirigeant nord-coréen, Kim Jun Un. En apparence, le mois de mai prochain pourrait être celui de la rencontre de l'année lorsque les deux hommes prendront place autour d'une table pour évoquer l'avenir des relations entre leurs pays. La poignée de main entre Trump et Un, « le vieux et le petit gros », c'est comme cela qu'ils se regardaient dans le miroir de leur rivalité avant le dégel, sera peut-être, pour emprunter à l'humour des habitants du pays de l'Oncle Sam, la mère de toutes les poignées de main.

Ne devrait-on pas espérer voir le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, ses homologues américain, Donald Trump, français, Emmanuel Macron, britannique, Theresa May, se laisser séduire par la clause d'apaisement qui caractérise le Chinois Xi Jinping ? Ceci n'est pas pour dire que la Chine n'est pas en mesure de montrer les muscles quand ses intérêts sont en jeu. Mais, au moins, sur la scène internationale, Beijing s'efforce de privilégier la concertation avant tout. Les Russes et les Occidentaux sont bien évidemment capables de cela et l'ont prouvé par le passé. Maintenant que les frappes ont eu lieu sur la Syrie, peut-être leurs initiateurs ont cassé la bulle d'ire qui enflait en eux au lendemain de l'affaire Skripal, l'espion russe attaqué au poison chimique à Londres. Au fait, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ne devraient pas se contenter de gérer le monde en étant perchés sur les sièges inéjectables de la « chambre haute » de l'ONU qu'ils occupent presque « impunément » voilà aujourd'hui un peu plus de sept décennies. Ils doivent apprendre à penser la paix mondiale en redevenant ses acteurs de premier rang.

Gankama N'Siah

HUMEUR

Quand certaines gens font du désordre leur profession !

Le constat que nous faisons est loin d'un débat philosophique qui pousse certaines personnes à soutenir l'anarchie comme l'une des règles de l'évolution de la société. Non, notre constat nous enseigne autre chose. Le désordre est bien l'état « déplorable et détestable » qui peut affecter toute disposition régulière et normative des choses, c'est cela dont il est question ici. Pourquoi, diable, certaines personnes ont-elles toujours voulu faire du désordre leur métier ?

Le désordre, autrement dit l'anarchie, l'absence de l'ordre, le trouble qui affecte la bien-séance, la désagrégation sociale, le chaos, le laisser-aller, le non-rappel à l'ordre est pourtant un état de chose qui ne construit pas mais déconstruit. Mais curieusement certains citoyens ont toujours imaginé des scénarii de son déclenchement et de sa pérennité. Ce qui revient à dire que ces partisans du désordre jubilent toujours quand un secteur de la vie sociale vient à être touché.

Certains se poudrent de poussière pour ne pas être identifiés facilement. Par contre, d'autres sont bien visibles. Ce désordre a ses tenants et aboutissants dans tous les domaines de la vie sociale. Tenez ! En politique, par exemple, ils sont nombreux ces partisans du désordre car, à la moindre avancée nationale, ils grincent les dents et fomentent des « choses » qui créent le flou et la confusion dans l'opinion nationale et internationale. Et pourtant, le désordre ne saurait être une bonne chose qui conduirait au lendemain meilleur.

Que dire de l'internet ? C'est le gros mensonge aux fins déstabilisatrices et destructrices. Les adeptes du désordre envahissent des réseaux sociaux pour publier des informations qui n'ont ni tête ni queue dans le but avoué de créer soit la peur ou d'amener des gens à des mécontentements ou soulèvements. C'est triste comme calcul.

Au niveau familial, quand le désordre naît par la faute de certains membres, des grandes répercussions s'étendent sur l'ensemble et parfois même jusqu'au niveau de l'environnement social immédiat. Et c'est le chaos. Entre-temps, les auteurs se frottent les mains et jubilent. Le plus souvent, cela arrive lorsque certains membres contestent l'autorité légitime de l'un des membres de la famille. Des scissions familiales dangereuses et irréversibles se créent. Même chose dans des églises et ce sont des fidèles qui subissent.

Bref, que dire alors du désordre dans une société en général ? Les répercussions sont très nombreuses, la société elle-même étant conçue comme une toile d'araignée. Et c'est toute la nation entière qui subit des conséquences.

Il est donc clair que lorsque dans un pays certains acteurs ont des velléités de faire du désordre leur « métier », il peînera toujours à décoller. L'amour de la patrie n'interdit-il pas de semer du désordre quelle que soit la place que l'on occupe ? Suivez mon regard !

Faustin Akono

SESSION CRIMINELLE DE POINTE-NOIRE

Philippe Tsiba condamné à cinq ans d'emprisonnement avec sursis

La peine a été prononcée par Viviane Sylvie Tchignoumba-Mouandza présidente de la cour criminelle, à l'occasion du verdict sur l'affaire opposant Philippe Tsiba à François Xavier Dinana, portant sur du faux et usage de faux en écriture publique.



Tribune officielle de la Cour criminelle

Selon le verdict de la Cour et de son jury, l'accusé Tsiba Philippe est reconnu coupable d'avoir, à Pointe-Noire, courant 2008 depuis tant que les faits ne sont pas couverts par la prescription de l'action publique, fabriqué un faux en écriture publique et fait usage de ce faux, notamment un faux acte de décès. Ce fait est prévu et puni à l'article 147-1 du code pénal. Le condamné ne pourra pas bénéficier des circonstances atténuantes mais pourra bénéficier des dispositions de la loi sur le sursis. La constitution de partie civile de François Xavier Dinana est fondée et recevable selon cette Cour, à la majorité de sept voix au moins.

Séverin Ibara

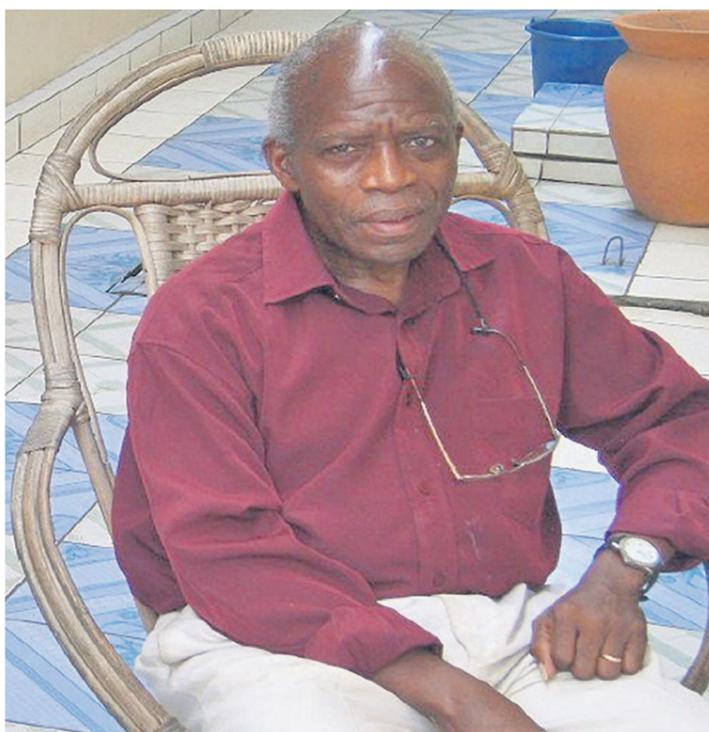
MUSIQUE

Les Éditions Cultures croisées s'apprêtent à présenter les œuvres de Maxime Kibongui

Un an après la mort du chanteur, poète, écrivain et ancien musicien du groupe Les Cheveux Crépus, la présentation de l'album « Va ma voix » et des « Œuvres complètes » de l'artiste disparu le 7 février 2017 sera faite, le 20 avril, à la Chambre de commerce de Pointe-Noire.

L'aperçu critique de l'œuvre littéraire de Maxime Kibongui et la communication sur son œuvre phonographique vont dominer l'activité entrecoupée des témoignages et évocations, sans oublier la lecture des œuvres écrites de l'artiste. De nombreuses chansons inédites non encore enregistrées en studio ont été récupérées à partir de plusieurs sources figurent dans cet album qui reprend également douze chansons de 2009. Au total, trente-trois titres sont gravés dans cet album posthume constitué essentiellement des chansons à thèmes vulgarisant l'immense richesse de la culture kongo-lari.

Les œuvres écrites de Maxime Kibongui sont le fruit de son travail commencé au début de son deuxième séjour en France, dans



Maxime Kibongui crédit photo «Adiac»

les années 1970. Ce n'est qu'à partir de 1997 qu'il a commencé à éditer. Quatre livres ont pu être édités et le reste de cette poésie inédite figure dans ces deux ouvrages publiés : le volume 1 qui comprend «La Sève du palmier»,

«N'samu mia Ntangu zonso», chansons et poèmes en français, texte du conte chanté Mikatou, « Ntontolo za Kindoki » (lutte pour la paix), fiction animalière en français et le volume 2 qui comprend «Sur les traces des

Ombres » et «Poèmes inédits».

Au cours de cette activité, Anne Marie Kibongui, promotrice des Éditions Cultures croisées, épouse de Maxime Kibongui, et Josué Ndamba, universitaire, ainsi que d'autres individualités feront des témoignages sur la vie et l'œuvre de Maxime Kibongui.

Qui était Maxime Kibongui ?

Maxime Kibongui est l'un des fondateurs du groupe musical «Les cheveux crépus» en 1964. Un ensemble qui s'était illustré dans l'afro-folk avec pour porte-étendards Jacques Loubelo, Maxime Kibongui, Remi Mouninguissa, Kinouani Kazis et Massamba de Coster. Au sein de ce groupe, la voix angélique de Maxime Kibongui avait fait merveille lors des différents concerts au Congo mais aussi à l'étranger comme lors de cette mémorable tournée au Cameroun, en 1969. Ce groupe était ébranlé par le départ d'un de ses fers de lance, Remi Mouninguissa, remplacé par Prosper Nkouri. Cependant, la veille du

départ pour le Cameroun, le groupe avait enregistré le ralliement inattendu de Sammy Massamba.

La tournée camerounaise a été, en effet, un tremplin pour rallier la France où le groupe «Les Cheveux crépus» a fini par se disloquer. Dans l'Hexagone, certains musiciens ont choisi de faire cavalier seul, d'autres ont préféré aller chercher fortune dans d'autres activités professionnelles plus lucratives. Là-bas, Maxime Kibongui a fait la connaissance d'Anne Marie qui a été par la suite son épouse. Au début des années 2000, le couple Kibongui est rentré au Congo pour mettre à profit plusieurs projets ficelés en France. Seulement, la maladie d'Alzheimer de Maxime Kibongui a empêché la concrétisation de ceux-ci jusqu'au jour fatidique du 7 février 2017 quand Maxime Kibongui a rendu l'âme, laissant la famille, les amis et proches dans la consternation.

Hervé Brice Mampouya

COOPÉRATION SPORTIVE

Le Brésil dispose à soutenir le Congo

Les deux pays vont davantage se rapprocher dans le domaine du sport, a fait savoir l'ambassadeur du Brésil, Paul Tauney, au sortir de l'audience que lui a accordée, le 13 avril à Brazzaville, le ministre des Sports et de l'éducation physique, Hugues Ngouélondélé. « Nous avons vu comment le Brésil peut contribuer dans la préparation des centres de formation, fournir au Congo du matériel sportif et équipements de l'industrie brésilienne », a expliqué le diplomate. Il a, par ailleurs, indiqué que dans les jours à venir, un rapprochement sera établi entre les ministres des Sports des deux pays pour définir une stratégie plus valable.

Le sujet des Diables rouges football a également été évoqué lors de cette entrevue. A ce propos, Paul Tauney a assuré que son pays pourra apporter sa contribution au développement du football congolais. « Il s'agira d'inspirer mon pays à envoyer un technicien au Congo pour faire avancer le football congolais dans les deux versions. Le Congolais sait jouer au football, mais il faut donner le temps au temps. Ce n'est pas en une année que l'on peut fabriquer un grand champion », a-t-il indiqué. Selon lui, il faut donner une orientation à cette jeunesse talentueuse pour devenir des grands champions.

Rominique Makaya

AFRIQUE DU SUD

Dernier hommage à Winnie Madikizela-Mandela

Des milliers de Sud-Africains ont pris part, le 14 avril, aux obsèques de l'ex-épouse du président Nelson Mandela, porte-flambeau populaire de la lutte contre l'apartheid, décédée le 2 avril à 81 ans. Son enterrement conclut les dix jours de deuil national décrété pour la circonstance.

Les obsèques de Winnie Mandela, dite Mama Africa, se sont déroulées au stade du Township de Soweto, en présence de plusieurs dirigeants étrangers, dont le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, et namibien, Hage Geingob. Des personnalités comme Jesse Louis Jackson, militant emblématique des droits civiques aux Etats-Unis, ont assisté aussi aux funérailles. En effet, Denis Sassou N'Guesso a joué un rôle majeur dans l'éradication du système d'apartheid en Afrique du Sud, davantage lorsqu'il a présidé aux destinées de l'Organisation de l'unité africaine, en 1986.

En rendant hommage à Winnie Mandela, le chef de l'Etat congolais exprime en même temps sa gratitude à celle qui avait associé sa voix à celle du peuple congolais, apportant par ricochet son soutien au président de la République, son ami de lutte. Depuis le décès de « Mama Winnie », les cérémonies d'hommage se sont succédé dans le pays



Le cercueil de Winnie Madikizela-Mandela est exposé devant la scène du stade d'Orlando pour l'hommage à Soweto, en Afrique du Sud, le 14 avril 2018. © AFP/Gianluigi Guercia

Denis Sassou N'Guesso salue « le sens élevé de l'honneur » de Winnie Mandela

Invité à la cérémonie dédiée aux derniers hommages à l'ex-épouse du président Nelson Mandela, le chef de l'Etat congolais a souligné la détermination et l'engagement de l'illustre disparue devant une cause noble. « Le Congo vient de perdre un modèle dont le parcours de premier plan est une source d'inspiration enrichissante. Winnie nous laisse un héritage, le sens élevé de l'honneur et de l'engagement devant une cause noble, malgré les risques encourus y compris au péril de sa vie », a déclaré le président Denis Sassou N'Guesso, dans son éloge funèbre.

Hormis le chef de l'Etat congolais, le président namibien, Hage Geingob, et le pasteur Jesse Jackson des Etats-Unis d'Amérique ont salué la mémoire de Winnie en ces termes : « Elle n'a jamais cessé de se battre ». Ex-épouse de Nelson Mandela, Winnie est décédée le 2 avril à l'âge de 81 ans. A cet effet, un deuil national d'une dizaine de jours a été décrété à travers le pays. Peu avant l'inhumation, des milliers de Sud-Africains ont pris d'assaut Orlando stadium à Soweto, dans la banlieue de Johannesburg, pour rendre un vibrant hommage à la « Maman Africa », à « l'héroïne ». Jamais le peuple sud-africain n'oubliera la mémoire de Winnie Mandela qui a consacré sa vie entière à la lutte de libération ; à la lutte contre la ségrégation raciale et l'oppression ; à la lutte contre le régime l'apartheid. La cérémonie d'hommage à Winnie a été organisée sous la direction du président sud-africain, Cyril Ramaphosa. L'ex-épouse de Mandela a été inhumée au cimetière de Fourways, un quartier résidentiel de Johannesburg, aux côtés d'une de ses petites-filles décédée en 2010. « Elle était un de nos meilleurs soldats. Elle s'est battue du début à la fin. Pars en paix maman. Tu as joué ton rôle », a salué un ancien militant de la lutte contre l'apartheid.

La Rédaction

tout entier pour célébrer « la Mère de la nation », la « libératrice » et « l'héroïne » de la lutte anti-apartheid. Pendant les heures les plus sombres du régime raciste blanc et les vingt années de détention de son ex-époux, Nelson Mandela, Winnie, la militante politique et féministe, a entrete- nu la flamme de la résistance contre l'apartheid, malgré les tortures, les humiliations et les séjours en prison.

La photo du couple, main dans la main, le jour de la libération de Nelson Mandela en 1990, symbolise la victoire sur le régime raciste blanc, qui tombera officiellement quatre ans plus tard. Le couple ne survivra pas car ils se séparent en 1992, deux ans avant l'accession à la présidence de Nelson Mandela, prix Nobel de la paix, auréolé de toute la gloire. Parallèlement, l'image de Winnie se trouve écor- née par des condamnations pour fraude, enlèvement et violences sur de jeunes militants. La dépouille de Winnie Mandela est arrivée le 13 avril à sa maison de Soweto, un quartier modeste noir auquel elle y est restée fidèle. Elle a été inhumée au cime- tière de Fourways, au nord de Johannesburg, aux côtés de l'une de ses petites-filles décédée en 2010.

Yvette Reine Nzaba

RÉFLEXION

Ce que nous apprennent les «fake news»

Elles furent longtemps perçues et le sont encore plus ou moins comme des reflets de la réalité par les milliards d'humains qui surfent sur le Web à la recherche de données sur le monde pour le moins bigarré qui les entoure. Mais plus le temps passe, plus les déformations de la réalité sur lesquelles elles cherchent à faire fortune apparaissent au grand jour, provoquant une suspicion généralisée qui finira elle-même sinon par les détruire, du moins par les rendre si suspectes que personne de sensé ne leur accordera plus le moindre crédit.

Certes nous n'en sommes pas encore là même si les signes allant dans ce sens se multiplient, mais tout, à commencer par les déclarations des gouvernants sur les cinq continents, indique que la méfiance envers les réseaux sociaux qui sont les principaux vecteurs des «fake news» s'amplifie constamment. Avec, à plus ou moins

brève échéance, la mise en place de barrières publiques qui auront pour objectif de rétablir la vérité lorsque celle-ci sera ouvertement menacée par la diffusion de fausses nouvelles.

Cette évolution s'imposera d'autant plus que les «fake news» sont de plus en plus utilisées par les extrémistes de tout poil - politiques, religieux, ethniques et autres - dans le seul but d'alimenter le fanatisme qui, lui-même, est à l'origine des pires désordres sociaux qui menacent la société moderne. D'où l'idée, exprimée ici sans l'ombre d'un doute quitte à passer pour un doux rêveur, selon laquelle l'explosion présente des «fake news» donne aux médias traditionnels, classiques, une occasion unique de s'imposer une fois pour toutes comme des sources d'information fiables, parce que respectueuses des règles éthiques qui régissent la presse.

Parce que le monde dans lequel nous

évoluons aujourd'hui est tout à la fois ouvert et dominé par les nouvelles technologies de la communication qui abolissent l'espace et le temps, l'information vraie, puisée à bonne source et vérifiée, s'impose et s'imposera de plus en plus comme une donnée essentielle pour la réflexion, pour la prise de décision. Sur le plan individuel comme sur le plan collectif.

Contrairement à ce que croient et que disent nombre d'observateurs de la scène moderne, les médias classiques voient ainsi s'ouvrir devant eux, grâce aux progrès technologiques, une nouvelle avenue qui est celle de l'objectivité, du respect de la réalité, du rétablissement de la vérité face aux «fake news».

Si ce qui précède est juste, la presse écrite, notamment, verra dans les décennies à venir son influence grandir de façon spectaculaire. A l'inverse de ce que prédisaient certains lorsque l'internet s'est imposé comme l'ins-

trument de la communication planétaire, l'écrit sous toutes ses formes, y compris la forme électronique, connaîtra un nouvel essor fondé sur le respect de la vérité, sur le contrôle minutieux des sources, sur la confrontation systématique des idées, sur la quête du réel et non de l'utopie. S'imposant comme le meilleur bouclier contre l'assaut désordonné des «fake news», il redeviendra ce qu'il était à l'origine, c'est-à-dire une référence à laquelle il convient de prêter la plus grande attention si l'on veut réellement comprendre le monde actuel.

A nous, dont c'est le métier, de faire en sorte que ce nouvel âge de la presse apparaisse comme la meilleure réponse que la société moderne puisse apporter à la terrible menace que porte en elle la percée des «fake news». Aux pouvoirs publics, qui ont tout à y gagner, de soutenir la presse dès lors que celle-ci s'attache à couvrir l'actualité de façon objective.

Jean-Paul Pigasse